ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT		ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle	
	AU MAROC			A L'ETRANGER
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition des débats de la Chambre des Représentants.....	—	200 DH		
Edition des débats de la Chambre des Conseillers.....	—	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives...	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		

L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des accords internationaux lorsqu'aux termes des accords, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe

SOMMAIRE	Pages	Etablissements de crédit et organismes assimilés.	Pages
TEXTES GENERAUX		<i>Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 119-17 du 19 rabii II 1438 (18 janvier 2017) fixant le montant de l'avoir des comptes susceptibles d'être atteints par la prescription prévue à l'article 152 de la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés.....</i>	838
Organisation des missions des préposés religieux et détermination de leurs statuts.		Médicaments princeps, génériques et bio-similaires commercialisés au Maroc. – Prix publics de vente.	
<i>Dahir n° 1-14-104 du 20 regeb 1435 (20 mai 2014) portant organisation des missions des préposés religieux et détermination de leurs statuts.</i>	833	<i>Arrêté du ministre de la santé n° 04-17 du 20 ramadan 1438 (15 juin 2017) modifiant et complétant l'arrêté n° 787-14 du 7 jomada II 1435 (7 avril 2014) portant révision des prix publics de vente des médicaments princeps, génériques et bio-similaires commercialisés au Maroc.....</i>	839
Centre national de l'énergie, des sciences et des techniques nucléaires. – Reconduction de la garantie de l'Etat.			
<i>Décret n° 2-17-242 du 11 ramadan 1438 (6 juin 2017) reconduisant la garantie de l'Etat au Centre national de l'énergie, des sciences et des techniques nucléaires (CNESTEN).....</i>	837		
Liste des établissements publics soumis au contrôle d'accompagnement.			
<i>Décret n° 2-17-54 du 24 ramadan 1438 (19 juin 2017) modifiant le décret n° 2-13-24 du 15 rabii II 1434 (26 février 2013) fixant la liste des établissements publics soumis au contrôle d'accompagnement.</i>	838		

Pages

TEXTES PARTICULIERS**Port de pêche de Tanger ville.**

Arrêté du ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau n° 1316-17 du 11 ramadan 1438 (6 juin 2017) de l'ouverture du port de pêche de Tanger ville à l'exploitation... 845

Société « Crédit du Maroc ». – Agrément.

Décision du Wali de Bank Al-Maghrib n° 63 du 29 chaabane 1438 (26 mai 2017) portant agrément de la société « Crédit du Maroc », en vue d'exercer les opérations prévues par le titre III de la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés..... 845

Pages

Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale. – Modification de la liste des membres de la Commission de discipline.

Décision du président de l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale n° 1246-17 du 3 ramadan 1438 (29 mai 2017) modifiant la décision n° 2356-16 du 24 hija 1437 (26 septembre 2016) fixant la liste des membres de la Commission de discipline..... 845

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis du Conseil Economique, Social et Environnemental sur le statut et la dynamisation de la vie associative..... 847

Avis du Conseil Economique, Social et Environnemental sur la responsabilité sociétale des Organisations : Mécanismes de transition vers un développement durable 851

Avis du Conseil Economique, Social et Environnemental sur le développement du monde rural, défis et perspectives..... 858

TEXTES GENERAUX

Dahir n° 1-14-104 du 20 reheb 1435 (20 mai 2014) portant organisation des missions des préposés religieux et détermination de leurs statuts.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne ;

Poursuivant l'exécution du plan proclamé par Notre Majesté pour la restructuration du champ religieux, le renouvellement de son discours à travers la purification de ses contenus de toute ambigüité, l'amélioration des méthodes de pratique, le développement des voies de transmission en matière d'orientation des citoyens dans les affaires concernant leur religion et leur vie, et pour la présentation de l'Islam dans son image authentique avec ses caractéristiques uniques comme valeurs garantissant l'unité et consolidant les nobles moralités, et comme message universel appelant à l'altruisme, à la fraternité, à la tolérance et à la flexibilité ;

Persuadée de l'importance du rôle qui incombe aux préposés religieux dans la préservation de l'identité spirituelle, de l'unité de la Nation et de ses valeurs historiques et civilisationnelles, loin des sensibilités de catégories et des discordes portant atteinte au caractère sacré et neutre des maisons de Dieu ;

Portant une grande estime à leur responsabilité en matière d'éducation sur les nobles moralités et sur les vertus fondamentales, et de consolidation des valeurs de tolérance de l'Islam appelant au juste milieu et à la modération ;

Désirant organiser leurs missions dont l'impact est considérable en matière de sauvegarde des constantes de la Nation et dans l'édification d'une société unie et solidaire, attachée à ses composantes spirituelles et ouverte sur l'esprit de l'ère, loin de tout fanatisme, exagération ou extrémisme ;

Mesurant l'impératif de déterminer le statut juridique des préposés religieux, afin de développer leur rendement et leur niveau scientifique et cognitif, eu égard à ce qu'exige la préservation de leur mission à savoir la mise en place d'un organe pour examiner leurs plaintes et doléances, de manière à garantir leurs droits en cas d'injustices ou de préjudices subis, pendant ou à cause de l'exercice de leurs missions ;

Vu la Constitution, notamment son article 41,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Les préposés religieux exerçant leurs missions dans tous les lieux affectés à la pratique du culte musulman et soumis aux dispositions du présent dahir, sont placés sous la Haute protection de Notre Majesté commandeur des croyants, le Protecteur de leurs affaires et le Garant de leurs droits.

Article 2

Les dispositions du présent dahir fixent les missions dont sont chargés les préposés religieux dans les lieux affectés à la pratique du culte musulman, leurs obligations, leurs droits et les règles applicables à leurs statuts. Elles établissent également un mécanisme pour examiner leurs plaintes et leurs doléances.

Article 3

Au sens du présent dahir, on entend par « préposés religieux » les personnes contractuelles avec l'Etat, représenté par l'autorité gouvernementale chargée des Habous et des affaires islamiques, ainsi que les personnes chargées par cette autorité, conformément aux dispositions du Titre IV du présent dahir, des missions prévues à l'article 5 ci-après.

TITRE II

MISSIONS DES PRÉPOSÉS RELIGIEUX

Article 4

Les missions dont sont chargés les préposés religieux dans les lieux affectés à la pratique du culte musulman comprennent des missions religieuses et des missions d'assistance.

Article 5

On entend par missions religieuses ce qui suit :

- l'Imamat ;
- l'Imamat et l'encadrement ;
- l'orientation ;
- la prédication ;
- l'Adhan ;
- la narration du Hadith ;
- la lecture du Hizb.

On entend par missions d'assistance ce qui suit :

- la garde ;
- le nettoyage ;
- l'inspection.

D'autres missions religieuses ou missions d'assistance peuvent être ajoutées, chaque fois qu'il est nécessaire, par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée des Habous et des affaires islamiques.

Article 6

Les travaux relevant de chacune des missions religieuses, les modalités de pratique de ces missions et leurs normes sont fixés par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée des Habous et des affaires islamiques.

TITRE III

OBLIGATIONS ET DROITS DES PRÉPOSÉS RELIGIEUX

Article 7

Tout préposé religieux doit, en toutes circonstances et pendant toute la durée de l'exercice de ses missions, afficher les qualités de dignité, de droiture et de probité exigées par les missions qui lui sont attribuées. Il lui est interdit, durant ladite période, d'exercer toute activité politique ou syndicale, de prendre une quelconque position ayant un aspect politique ou syndical ou d'accomplir tout acte pouvant arrêter ou entraver la pratique des rites religieux, d'altérer les conditions de sérénité, de quiétude, de tolérance et de fraternité requises dans les lieux affectés à la pratique du culte musulman.

Article 8

Tout préposé religieux exerçant des missions religieuses a l'obligation :

- de se soumettre aux fondements du rite Malékite et du dogme Achâarite, aux constantes de la Nation et à ce qui a été admis dans la pratique au Maroc ;
- de respecter la sainteté des lieux affectés à la pratique du culte musulman ;
- d'exercer personnellement la mission qui lui est attribuée et de porter l'habillement marocain pendant l'exercice de cette mission ;
- de respecter les horaires et les normes de la Chariâa pendant l'exercice de ces missions ;
- de n'accomplir aucun acte incompatible avec la nature des missions qui lui sont attribuées.

Article 9

Il est interdit au préposé religieux exerçant ses missions en vertu d'un contrat conclu conformément aux dispositions de l'article 19 du présent dahir, d'exercer, à titre professionnel, toute activité lucrative dans le secteur public ou privé de quelque nature que ce soit, sauf autorisation écrite de l'autorité gouvernementale chargée des Habous et des affaires islamiques, à l'exception des travaux scientifiques, intellectuels et créatifs qui ne sont pas incompatibles avec la nature des missions qui lui sont dévolues, sous peine de mettre fin au contrat conclu avec lui et sous réserve des dispositions de l'article 21 ci-dessous.

Article 10

Les préposés religieux contractuels bénéficient du :

- droit à un traitement mensuel ;
- droit à l'avancement ;
- droit aux congés administratifs et aux congés pour raisons de santé.

Article 11

Les préposés religieux chargés bénéficient d'une :

- prime pour les missions qu'ils accomplissent ;
- allocation pour la cession de la fonction de chargé des missions religieuses, à l'exception de la cession de la fonction de chargé des missions de narration du Hadith et de lecture du Hizb.

Les préposés religieux chargés des missions de l'Imamat ou de l'Imamat et de la prédication peuvent cumuler. le cas échéant, la prime énoncée à l'alinéa précédent avec la rémunération convenue du Chart. (واجب الشرط المتعارف عليه)

Article 12

Les préposés religieux contractuels exerçant les missions de l'Imamat et d'encadrement ou d'orientation perçoivent, à la fin de chaque mois, le traitement et les indemnités à caractère permanent attribués aux administrateurs de troisième grade, et leurs sont applicables les mêmes dispositions qui s'appliquent au corps des administrateurs quant à l'avancement d'échelon et de grade, prévues par le décret n° 2-06-377 du 20 hja 1431 (29 octobre 2010) portant statut particulier du corps interministériel des administrateurs, tel que modifié et complété.

Ils bénéficient aussi à l'occasion de leurs déplacements de service, d'indemnités de déplacement selon les conditions énoncées dans les textes réglementaires applicables aux fonctionnaires travaillant dans les administrations publiques.

Article 13

Les congés administratifs dont bénéficient les préposés religieux contractuels comprennent un congé hebdomadaire, un congé annuel, des congés exceptionnels, des permissions d'absence pour raisons justifiées et prouvées et un congé de maternité, ainsi que des congés pour raisons de santé.

Article 14

Les durées de congés énoncées à l'article 13 ci-dessus et les modalités pour en bénéficier, sont fixées par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée des Habous et des affaires islamiques.

Article 15

Sont fixés par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée des Habous et des affaires islamiques, visé par l'autorité gouvernementale chargée de l'économie et des finances, le montant de la prime prévue à l'article 11 ci-dessus, les conditions pour en bénéficier et les modalités de son octroi.

Article 16

Le montant de l'allocation prévue à l'article 11 ci-dessus, les conditions pour en bénéficier et les modalités de son octroi sont fixés par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée des Habous et des affaires islamiques, visé par l'autorité gouvernementale chargée de l'économie et des finances, en tenant compte de la nature des missions et du montant de la prime que les préposés percevaient, ainsi que la durée passée dans l'exercice de leurs missions.

Article 17

Les préposés religieux, à l'exception des lecteurs du Hizb et des narrateurs du Hadith, bénéficient des prestations sociales rendues par la Fondation Mohammed VI pour la promotion des œuvres sociales des préposés religieux créée en vertu du dahir n° 1-09-200 du 8 rabii I 1431 (23 février 2010), selon les conditions fixant l'accès à ces prestations.

Article 18

Les préposés religieux, à l'exception des lecteurs du Hizb et des narrateurs du Hadith, bénéficient de la couverture sociale.

TITRE IV

STATUTS DES PRÉPOSÉS RELIGIEUX

Section première . – Les préposés religieux contractuels

Article 19

Les préposés religieux prévus à l'article 10 ci-dessus sont recrutés en vertu d'un contrat conclu selon les dispositions de l'article 25 du dahir n° 1-14-103 du 20 rejeb 1435 (20 mai 2014) portant création de l'Institut Mohammed VI de formation des Imams et des Morchidines et Morchidates.

Article 20

S'il est imputé au préposé religieux contractuel un manquement à l'une de ses obligations, une demande d'explications écrite lui est adressée à propos des actes qui lui sont imputés.

Il doit présenter sa réponse dans les délais fixés dans la demande d'explications.

Une décision motivée de suspension à son encontre peut être prise pendant les délais fixés dans la demande d'explications, avec privation de la totalité ou d'une partie de son traitement durant la même période, à l'exception des prestations familiales.

Si le manquement de l'intéressé à ses obligations est prouvé, un avertissement ou un blâme lui est adressé, ou il est mis fin au contrat conclu avec lui, selon le degré de gravité de l'acte commis.

Si la cessation du contrat n'est pas décidée, le préposé religieux concerné se fait rembourser les retenues opérées sur son salaire.

Article 21

L'autorité gouvernementale chargée des Habous et des affaires islamiques peut mettre fin au contrat conclu avec le préposé religieux dans les cas suivants :

- 1 – la commission d'une faute grave ;
- 2 – l'incompétence dans l'exercice de ses missions ;
- 3 – le manquement à l'une des obligations prévues aux articles 7, 8 et 9 ;
- 4 – l'inaptitude à poursuivre l'exercice de ses missions.

Dans le dernier cas, le préposé religieux contractuel a droit à une indemnité dont le montant et la modalité de calcul sont fixés selon les clauses du contrat conclu avec lui, en tenant compte de la durée d'ancienneté qu'il a passée dans l'exercice de ses missions.

Dans tous les cas, il faut aviser l'intéressé, par écrit, de la décision de cessation de son contrat.

Article 22

Le préposé religieux contractuel peut, après l'exercice effectif de ses missions pendant une durée minimale d'une année, demander la cession du contrat conclu avec lui, à condition d'en aviser l'autorité gouvernementale chargée des Habous et des affaires islamiques au moins un mois avant la date de début d'entrée en vigueur de la cessation.

La cessation du contrat n'engendre, dans ce cas, l'octroi d'aucune indemnité.

Section 2 . – Les préposés religieux chargés

Article 23

Le préposé religieux est chargé des missions religieuses ou des missions d'assistance prévues à l'article 4 ci-dessus, en qualité de préposé religieux chargé, en vertu d'un arrêté émis par l'autorité gouvernementale chargée des Habous et des affaires islamiques.

Article 24

La fonction de chargé de mission prévue à l'article 23 ci-dessus n'est, en aucun cas, considérée comme une relation de travail entre l'Etat et le préposé religieux.

Les missions qu'il exerce en sa qualité de préposé religieux chargé ne sont pas incompatibles avec l'exercice de toute autre profession ou activité.

Article 25

La personne candidate à une fonction de chargé d'une des missions religieuses doit satisfaire aux conditions suivantes :

- être marocaine musulmane ;
- ne pas avoir moins de 18 ans ;
- jouir de ses droits civiques et être de bonne moralité ;
- remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la mission ;
- être titulaire d'une attestation délivrée par l'un des conseils locaux des Oulémas prouvant qu'elle a les compétences nécessaires pour l'exercice de la mission.

En outre, le candidat à la fonction de l'Imamat doit connaître par cœur le Saint Coran.

Article 26

La fonction de chargé de mission des préposés religieux prend fin par l'une des causes suivantes :

- l'invalidité ou le décès ;
- le défaut de l'une des conditions d'exercice de la mission ;
- le non respect des modalités et des normes de l'exercice de la mission ;

- l'abandon de la mission ;
- la renonciation à la mission ;
- le manquement à l'une des obligations prévues aux articles 7 et 8 ci-dessus ;
- la cessation de la fonction de chargé de mission.

La fin de la fonction de chargé de mission dans le dernier cas n'entraîne l'octroi d'aucune indemnité pour le préposé religieux concerné.

Article 27

La renonciation est adressée par le préposé religieux concerné au délégué des affaires islamiques du ressort territorial duquel dépend la mosquée où l'intéressé exerce sa mission.

TITRE V

PLAINTES ET DOLÉANCES DES PRÉPOSÉS RELIGIEUX

Section première. – Attributions et organisation de la commission nationale pour l'examen des plaintes et doléances des préposés religieux

Article 28

Les plaintes et les doléances des préposés religieux sont exposées devant une commission instituée à cet effet dénommée « la commission nationale pour l'examen des plaintes et doléances des préposés religieux ».

Elle est désignée dans la suite du présent dahir par « la commission ».

Le siège de la commission est établi à Rabat.

Article 29

La commission a pour fonction d'examiner les plaintes et les doléances levées par les préposés religieux au sujet d'une injustice ou d'un dommage qui les a atteint lors des relations entretenues avec l'administration des Habous et des affaires islamiques.

Article 30

La commission se compose, outre le secrétaire général du Conseil Supérieur des Oulémas, ou son suppléant, président, des membres suivants :

- 1- un membre du Conseil Supérieur des Oulémas en dehors des présidents des Conseils locaux des Oulémas ;
- 2- le président d'un Conseil local des Oulémas ;
- 3- le président de l'instance scientifique chargée de la consultation religieuse (Fatwa) au Conseil Supérieur des Oulémas, ou son suppléant parmi les membres de l'instance ;
- 4- deux préposés religieux exerçant la même mission que le préposé religieux plaignant.

Le président de la commission désigne les membres prévus aux paragraphes 1 et 4. Il peut convoquer toute personne dont il juge la présence utile.

Section 2. – Règlement de la commission

Article 31

La commission établit son règlement intérieur qui est soumis à Notre Majesté Chérifienne pour approbation.

Article 32

La plainte ou la doléance est adressée directement à la commission par le préposé religieux concerné ou par la personne qu'il délègue à cet effet.

Article 33

Il est interdit aux préposés religieux de présenter des plaintes ou des doléances à une autre autorité parallèlement à la saisie de la commission.

Article 34

Sont fixées dans le règlement intérieur prévu à l'article 31 ci-dessus, les conditions de recevabilité des plaintes et des doléances et la procédure de leur examen par la commission.

Section 3. – Exécution des recommandations de la commission

Article 35

La commission émet, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la plainte ou de la doléance, une recommandation en la matière, la communique au ministre des Habous et des affaires islamiques dans un délai de cinq jours de la date de son émission et en avise le préposé religieux concerné.

Article 36

Les recommandations de la commission sont prises en considération, à moins que le préposé religieux concerné ne les rejette.

Article 37

Si l'une des recommandations n'a pu être exécutée sur le plan pratique, la commission en est avisée avec toutes les justifications et explications dans un délai de quinze jours à partir de la date de réception de la recommandation.

Dans ce cas, une indemnité est octroyée à l'intéressé, dont le montant est fixé, selon chaque cas, par décision du ministre des Habous et affaires islamiques visée par le ministre de l'économie et des finances.

Article 38

Le droit du préposé religieux à bénéficier de l'exécution de la recommandation de la commission est déchu s'il la rejette, ou s'il recourt ensuite à une autre autorité.

Article 39

Le ministre des Habous et des affaires islamiques informe le président de la commission sur les mesures prises concernant ses recommandations. Il lui adresse aussi, à la fin de chaque année, un rapport sur le sujet.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 40

Nonobstant les dispositions de l'article 19 ci-dessus, il est possible de recruter par contrat les préposés religieux exerçant la mission de l'Imamat ou de l'Imamat et de la prédication à la date d'entrée en vigueur du présent dahir, dans la limite des postes budgétaires créés à cet effet, à condition qu'ils remplissent les conditions suivantes :

- connaître par cœur le Saint Coran ;
- jouir de leurs droits civiques ;
- être titulaires d'une licence ou d'une licence d'études fondamentales ou d'une licence professionnelle délivrée par l'une des universités marocaines, ou d'une licence de l'Institut Dar El Hadith El Hassania en sciences de la religion, ou du diplôme d'Al Âalimiya en enseignement traditionnel, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;
- avoir exercé la mission de l'Imamat ou la mission de l'Imamat et de la prédication pendant au moins quatre ans ;
- ne pas dépasser 50 ans à la date de la conclusion du contrat.

Le recrutement par contrat des préposés religieux mentionnés au premier alinéa du présent article se fait au choix, sur la base de critères fixés par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée des Habous et des affaires islamiques.

Article 41

Les préposés religieux exerçant leurs missions dans les lieux affectés à la pratique du culte musulman, à la date de la publication du présent dahir poursuivent, l'exercice de leurs missions, jusqu'à la régularisation de leur situation conformément aux dispositions du présent dahir.

Article 42

Les préposés religieux non contractuels exerçant leurs missions à la date de publication du présent dahir sont considérés comme des préposés religieux chargés.

Ceux parmi eux qui exercent des missions religieuses sont dispensés des conditions de la fonction de chargé de mission prévues à l'article 25 ci-dessus.

Article 43

Les conditions et les modalités d'application des dispositions du présent dahir sont fixées, le cas échéant, par arrêté du ministre des Habous et des affaires islamiques.

Article 44

Les contrats conclus selon les dispositions du décret n° 2-05-1574 du 28 rabii I 1427 (27 avril 2006) fixant les conditions de contractualisation de certaines missions religieuses sont modifiés en vertu d'avenants comportant les dispositions du présent dahir, notamment les dispositions des articles 7, 8, 9 et 12 ci-dessus.

Article 45

Les dispositions du présent dahir sont applicables aux personnes qui sont, à la date de son entrée en vigueur, en cours de formation organisée conformément aux dispositions de l'article premier du décret n° 2-05-1574 prévu ci-dessus.

Article 46

Le ministre des Habous et des affaires islamiques et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir qui est publié au *Bulletin officiel*, et sont abrogées, à la date de sa publication, toutes dispositions contraires.

Fait à Fkih Ben Saleh, le 20 rejeb 1435 (20 mai 2014).

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6268 du 28 chaabane 1435 (26 juin 2014).

Décret n° 2-17-242 du 11 ramadan 1438 (6 juin 2017) reconduisant la garantie de l'Etat au Centre national de l'énergie, des sciences et des techniques nucléaires (CNESTEN).

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi n° 12-02 relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, promulguée par le dahir n° 1-04-278 du 25 kaada 1425 (7 janvier 2005), notamment ses articles 22 et 24 ;

Vu le décret n° 2-05-1560 du 22 rabii I 1427 (21 avril 2006), pris pour l'application de la loi précitée, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2-16-34 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016), reconduisant la garantie de l'Etat au Centre national de l'énergie, des sciences et des techniques nucléaires (CNESTEN) pour l'année 2016 ;

Sur proposition du ministre de l'Energie, des mines et du développement durable et du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. L'Etat reconduit en faveur du Centre national de l'énergie, des sciences et des techniques nucléaires, la garantie consentie en vertu du décret n° 2-05-1560 susvisé pour la couverture de la responsabilité civile de ce dernier à concurrence du montant de cinq millions de DTS, prévu à l'article 22 de la loi n° 12-02 susmentionnée.

La reconduction de la garantie accordée par l'Etat prend effet à partir du 1^{er} janvier 2017 et expire le 31 décembre 2017.

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'énergie, des mines et du développement durable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 11 ramadan 1438 (6 juin 2017).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contresigner :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMED BOUSSAID.

*Le ministre
de l'énergie, des mines
et du développement durable,*

AZIZ RABBAH.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6580 du 27 ramadan 1438 (22 juin 2017).

Décret n° 2-17-54 du 24 ramadan 1438 (19 juin 2017) modifiant le décret n° 2-13-24 du 15 rabii II 1434 (26 février 2013) fixant la liste des établissements publics soumis au contrôle d'accompagnement.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT.

Vu le décret n° 2-13-24 du 15 rabii II 1434 (26 février 2013) fixant la liste des établissements publics soumis au contrôle d'accompagnement ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions des articles premier et 2 du décret susvisé n° 2-13-24 du 15 rabii II 1434 (26 février 2013) sont modifiées comme suit :

« Article premier. – La liste des établissements publics « soumis..... comme suit :

« – Caisse centrale de garantie ;

« – Office national de l'électricité et de l'eau potable ;

« – Office national des chemins de fer.

« Article 2. – La régie autonome de distribution d'eau et « d'électricité de Marrakech demeure soumise au contrôle « d'accompagnement jusqu'au 31 décembre 2019 et ce, « conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi « précitée n° 69-00. ».

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 24 ramadan 1438 (19 juin 2017).

SAAD DINE EL OTMANI.

Pour contresigner :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMED BOUSSAID.

Arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 119-17 du 19 rabii II 1438 (18 janvier 2017) fixant le montant de l'avoir des comptes susceptibles d'être atteints par la prescription prévue à l'article 152 de la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.

Vu la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés promulguée par le dahir n°1-14-193 du 1^{er} rabii I 1436 (24 décembre 2014), notamment son article 152.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Le montant de l'avoir en capital et intérêts des comptes susceptibles d'être atteints par la prescription prévue à l'article 152 de la loi n° 103-12 susvisée, relative aux établissements de crédit et organismes assimilés doit être supérieur ou égal à deux cents (200.00) dirhams.

ART. 2. – Est abrogé l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 32-07 du 15 hija 1427 (5 janvier 2007) fixant le montant de l'avoir des comptes susceptibles d'être atteints par la prescription prévue à l'article 114 de la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés.

ART. 3. – Bank Al-Maghrib est chargée de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 19 rabii II 1438 (18 janvier 2017).

MOHAMED BOUSSAID.

Arrêté du ministre de la santé n° 04-17 du 20 ramadan 1438 (15 juin 2017) modifiant et complétant l'arrêté n° 787-14 du 7 jourmada II 1435 (7 avril 2014) portant révision des prix publics de vente des médicaments princeps, génériques et bio-similaires commercialisés au Maroc.

LE MINISTRE DE LA SANTE,

Vu le décret n° 2-13-852 du 14 safar 1435 (18 décembre 2013) relatif aux conditions et aux modalités de fixation du prix public de vente des médicaments fabriqués localement ou importés, notamment ses articles 12, 14, 15 et 16 ;

Vu l'arrêté du ministre de la santé n° 787-14 du 7 jourmada II 1435 (7 avril 2014) portant révision des prix publics de vente des médicaments princeps, génériques et bio-similaires commercialisés au Maroc, tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés subséquents ;

Vu les demandes de fixation des prix publics de vente de médicaments princeps émanant des établissements pharmaceutiques industriels concernés ;

Vu les demandes d'homologation des prix publics de vente des médicaments génériques émanant des établissements pharmaceutiques industriels concernés ;

Considérant les demandes de révision à la baisse formulées par les établissements pharmaceutiques industriels concernés ;

Considérant les demandes de révision à la hausse formulées par les établissements pharmaceutiques industriels concernés ;

Après avis de la Commission interministérielle des prix,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les prix des médicaments princeps objet des demandes visées ci-dessus sont fixés à l'annexe n°1 jointe au présent arrêté.

Sont homologués les prix des médicaments génériques, objet des demandes visées ci-dessus, figurant à l'annexe n° 2 jointe au présent arrêté.

Les prix des médicaments figurant à l'annexe de l'arrêté visé ci-dessus n° 787-14, tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés subséquents, sont révisés à la baisse tel qu'indiqué à l'annexe n°3 au présent arrêté.

Les prix des médicaments figurant à l'annexe de l'arrêté visé ci-dessus n° 787-14, tel qu'il a été modifié et complété par les arrêtés subséquents, sont révisés à la hausse tel qu'indiqué à l'annexe n° 4 au présent arrêté.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 20 ramadan 1438 (15 juin 2017).

EL HOUSSAINE LOUARDI.

*

* *

Annexe n° 1

Nom du Médicament	Prix Public de Vente en Dirham	Prix Hôpital en Dirham
اسم الدواء	سعر البيع للصوم بالدرهم	السعر الخاص بالمستشفى بالدرهم
HERCEPTIN 600mg/5ml Solution injectable Boite d'un flacon	17 208,00	16 789,00
NATRIXAM 1,5mg/10mg Comprimés à libération modifiée Boite de 30	87,50	54,70
NATRIXAM 1,5mg/5mg Comprimés à libération modifiée Boite de 30	79,90	49,90
OPSUMIT 10mg Comprimés pelliculés Boite de 30	26 000,00	25 498,00
TRAJENTA 5mg Comprimés pelliculés Boite de 28	374,00	248,00
XALKORI 200mg Gélules Flacon de 60	53 434,00	52 395,00
XALKORI 250mg Gélules Flacon de 60	60 520,00	59 342,00

* * *

Annexe n° 2

Nom du Médicament	Prix Public de Vente en Dirham	Prix Hôpital en Dirham
اسم الدواء	سعر البيع للصوم بالدرهم	السعر الخاص بالمستشفى بالدرهم
ARTEMON 10mg/10mg Comprimés en pilulier Boite de 30	211,00	132,20
ARTEMON 10mg/5mg Comprimés en pilulier Boite de 30	206,00	129,00
ARTEMON 5mg/10mg Comprimés en pilulier Boite de 30	159,90	99,90
ARTEMON 5mg/5mg Comprimés en pilulier Boite de 30	154,70	96,70
DOCETAXEL ZENITH 20mg/0,5ml Solution à diluer et solvant pour perfusion Boite d'un flacon	821,00	546,00
DOCETAXEL ZENITH 80mg/2ml Solution à diluer et solvant pour perfusion Boite d'un flacon	2 521,00	2 183,00
HEMO-PUR A6 Solution concentrée acide pour hémodialyse avec bicarbonate Bidon de 10000 ml	111,50	69,70
HEMO-PUR A6 Solution concentrée acide pour hémodialyse avec bicarbonate Bidon de 5000 ml	65,60	41,00
HEMO-PUR A6 Solution concentrée acide pour hémodialyse avec bicarbonate Bidon de 6000 ml	78,70	49,20
HEMO-PUR A6 Solution concentrée acide pour hémodialyse avec bicarbonate Transcuve de 1000 litres	5 816,00	5 575,00
HEMO-PUR AG Solution concentrée acide pour hémodialyse avec bicarbonate Bidon de 10000 ml	107,30	67,10
HEMO-PUR AG Solution concentrée acide pour hémodialyse avec bicarbonate Bidon de 5000 ml	63,20	39,50
HEMO-PUR AG Solution concentrée acide pour hémodialyse avec bicarbonate Bidon de 6000 ml	75,80	47,40
HEMO-PUR AG Solution concentrée acide pour hémodialyse avec bicarbonate Transcuve de 1000 litres	6 178,00	5 948,00
KEPAM 100mg/ml Solution concentrée pour perfusion Boite de 10 flacons de 5ml	366,00	242,00
PERINDOPRIL GT 4mg Comprimés sécables Boite de 30	90,00	56,20
PERINDOPRIL GT 8mg Comprimés sécables Boite de 30	160,00	100,00
PRELECTAL 10mg/2,5mg Comprimés pelliculés Boite de 30	157,90	98,70
PRELECTAL 5mg/1,25mg Comprimés pelliculés Boite de 30	103,30	64,60
REGOR 35mg Comprimés pelliculés Boite de 12	472,00	312,00
REGOR 35mg Comprimés pelliculés Boite de 4	190,00	118,40
SOLUTE CONCENTRE POUR HEMODIALYSE ACIDE EM Cuve de 1000 litres	7 744,00	7 560,00
ZENOXIA 15mg Comprimés Boite de 10	43,90	27,30
ZENOXIA 15mg Comprimés Boite de 20	87,40	54,40
ZENOXIA 7,5mg Comprimés Boite de 10	29,00	18,10
ZENOXIA 7,5mg Comprimés Boite de 20	53,10	33,10

* * *

Annexe n° 3

Nom du Médicament	Prix Public de Vente en Dirham avant révision	Prix Public de Vente en Dirham après révision	Prix Hôpital en Dirham avant révision	Prix Hôpital en Dirham après révision
اسم الدواء	سعر البيع العام بالدرهم قبل المراجعة	سعر البيع العام بالدرهم بعد المراجعة	السعر الخاص بالمستشفى بالدرهم قبل المراجعة	السعر الخاص بالمستشفى بالدرهم بعد المراجعة
AFINITOR 5 mg Comprimé Boîte de 30	22 516,00	20 304,00	22 082,00	19 914,00
ALLERGO-COMOD 20 mg/ml Collyre Flacon de 10 ml	77,00	57,90	48,00	36,10
ALZOLE 20 mg Gélule Boîte de 14	55,00	52,80	34,30	32,90
ANASTROZOLE Cooper 1mg Comprimé pelliculé Boîte de 30	796,00	589,00	529,00	391,00
ARIMIDEX 1 mg Comprimé pelliculé Boîte de 30	979,00	790,00	699,00	525,00
AULCER 20 mg Gélule Boîte de 14	115,00	52,80	71,60	32,90
AULCER 20 mg Gélule Boîte de 28	225,00	102,00	140,20	63,50
CEFTRIAZONE MYLAN 1 g Poudre Solution injectable Boîte de 10 flacons	914,00	860,00	605,00	569,00
CEFTRIAZONE MYLAN 2 g Poudre Solution injectable (IV) Boîte de 5 flacons	1 180,00	976,00	881,00	672,00
CEFTRIAZONE MYLAN 250 mg Poudre Solution injectable Boîte de 1 flacon	54,00	51,50	33,60	32,10
CEFTRIAZONE MYLAN 250 mg Poudre Solution injectable Boîte de 10 flacons	470,00	387,00	311,00	256,00
CEFTRIAZONE MYLAN 500 mg Poudre Solution injectable Boîte de 1 flacon	64,00	61,00	39,90	38,00
CEFTRIAZONE MYLAN 500 mg Poudre Solution injectable Boîte de 10 flacons	597,00	458,00	395,00	304,00
CEFTRIAZONE MYLAN 500 mg/2ml Poudre solvant pour Solution injectable (IM) Boîte de 1 flacon	73,00	61,00	45,50	38,00
CEFTRIAZONE MYLAN 500mg/5ml Poudre solvant Solution injectable (IV) Boîte de 1 flacon	64,00	61,00	39,90	38,00
COLPOTROPHINE 0,01 Crème tube de 15 g	43,10	38,50	26,80	24,00
CO-OLMETEC 20/25mg Comprimé pelliculé Boîte de 30	252,00	242,00	157,70	151,40
DOCETAXEL COOPER 20mg Solution Injectable pour perfusion Boîte de 1flacon de 0,5 ml	842,00	821,00	560,00	546,00
DOCETAXEL COOPER 80mg Solution Injectable pour perfusion Boîte de 1 flacon de 2 ml	2 575,00	2 521,00	2 239,00	2 183,00
DOLENIO 589mg Comprimés pelliculés Boîte de 120	385,00	342,00	255,00	226,00
DOLENIO 589mg Comprimés pelliculés Boîte de 180	545,00	512,00	361,00	339,00
DOLENIO 589mg Comprimés pelliculés Boîte de 60	228,00	190,00	142,20	118,40
ENBREL 25 mg Solution injectable Boîte de 4 seringues + 8 tampons	5 937,00	5 195,00	5 653,00	4 892,00
ESAC 20 mg Microgranules gastro-résistants en gélule Boîte de 14	88,30	86,90	55,00	54,10
EXELON PATCH 5 Patchs transdermiques Boîte de 30	911,00	867,00	604,00	574,00
GILENYA 0,5 mg Gélule Boîte de 28	20 592,00	19 356,00	20 197,00	18 957,00
GLUCOR 100mg Comprimé Boîte de 30	92,00	85,30	57,50	53,30
HAVRIX ADULTE 1440 U/1ML SUSPENSION INJECTABLE Boîte de 1 seringue préremplie	407,00	371,00	269,00	246,00
I P P 20 mg gélule Boîte de 14	53,00	52,80	33,00	32,90
INEXIUM GR 40 mg Comprimé Boîte 14	171,20	142,10	106,70	88,50
INEXIUM GR 20 mg Comprimé Boîte 14	114,10	92,60	71,10	57,80
JOSACINE 125mg/5ML Poudre pour suspension buvable Flacon de 60ml	50,10	45,90	31,20	28,60
JOSACINE 250mg/5ML Poudre pour suspension buvable Flacon de 60ml	82,90	78,60	51,70	49,80

Nom du Médicament	Prix Public de Vente en Dirhams avant révision	Prix Public de Vente en Dirhams après révision	Prix Hôpital en Dirhams avant révision	Prix Hôpital en Dirhams après révision
اسم الدواء	سعر البيع العام بالمغرب بالدرهم قبل المراجعة	سعر البيع العام بالدرهم بعد المراجعة	السعر الخاص بالمستشفى بالدرهم قبل المراجعة	السعر الخاص بالمستشفى بالدرهم بعد المراجعة
KALEST 10 mg Comprimé Boîte de 7	17,70	15,00	11,00	9,40
LESCOL LP 80 mg Comprimé Pelliculé Boîte de 28	211,00	208,00	132,00	130,40
LEXUS 20 mg/0,5ml Soluté injectable Boîte de 1 Flacon	1 348,00	821,00	1 079,00	546,00
LEXUS 80 mg/2ml Soluté injectable Boîte de 1 Flacon	3 177,00	2 521,00	2 858,00	2 183,00
LUCENTIS 10 mg/ml ampoule injectable de 0,23 ml Boîte de 1	10 501,00	8 400,00	10 275,00	8 180,00
METALYSE 10000 UI Poudre et solvant pour solution injectable Boîte de 1 flacon de 20ml + seringue de 10ml	13 090,00	11 087,00	12 841,00	10 799,00
MEZOR 40mg Gélules gastro-résistantes Boîte de 28	216,00	215,00	134,60	134,60
MICARDIS 40 mg Comprimé Boîte de 28	230,00	168,80	143,80	105,50
MICARDIS 80 mg Comprimé Boîte de 28	276,00	200,00	183,60	125,20
MOPRAL 10 mg Gélule GR Boîte de 14	134,50	87,10	83,80	54,20
MOPRAL 20 mg Gélule Boîte de 14	150,50	131,10	93,80	81,70
NAVELBINE 10 mg/ ml Solution injectable Boîte de 10 Flacons	1 764,00	1 666,00	1 507,00	1 407,00
NAVELBINE 50 mg/5 ml solution injectable boîte de 10 flacons de 5 ml	7 483,00	6 958,00	7 291,00	6 751,00
ODRIK 2 mg Gélule Boîte de 28	83,10	69,90	51,90	43,70
OEDES 20 mg Gélule Boîte de 7	42,00	30,00	26,20	18,70
OEDES 20 mg Gélule Boîte de 14	55,00	52,80	34,30	32,90
OKA-DOCETAXEL 20 mg/5ml Solution injectable Boîte de 1 Flacon de 5ml	922,00	821,00	640,00	546,00
OKA-DOCETAXEL 80 mg/15ml Solution injectable Boîte de 1 Flacon de 15ml	2 877,00	2 521,00	2 550,00	2 183,00
OMEGEN 10 mg Gélule Boîte de 14	45,00	26,50	28,00	16,50
OMEGEN 10 mg Gélule Boîte de 28	60,00	51,10	37,40	31,90
OMEGEN 10 mg Gélule Boîte de 7	35,00	15,00	21,80	9,40
OMEPRAL 20 mg Gélule Boîte de 14	55,00	52,80	34,30	32,90
OMEPRAL 20 mg Gélule Boîte de 7	35,20	30,00	21,90	18,70
OPTICRON 2% Collyre Boîte de 1 Flacon de 10 ml	60,10	57,90	37,40	36,10
PRAZOL 20 mg Gélule Boîte de 14	54,50	52,80	34,00	32,90
PRAZOL 20 mg Gélule Boîte de 7	37,00	30,00	23,00	18,70
PROCLOR 20 mg Gélule Boîte de 15	161,20	56,50	100,50	35,20
PROCLOR 20 mg Gélule Boîte de 30	210,00	109,30	130,80	68,10
PROGAST 20 mg Gélule Boîte de 14	53,50	52,80	33,30	32,90
PROTON 20 mg Gélule Boîte de 14	98,00	52,80	61,10	32,90
PROTON 20 mg Gélule Boîte de 28	190,00	102,00	118,40	63,50
SUFENTA 50 µg /10 ml Solution injectable Boîte de 10 Ampoules	500,00	353,00	331,00	234,00
TAXOTERE 20mg/0,5ml Solution à diluer pour perfusion Flacon de 0,5ml + 1 ampoule solvant	1 348,00	1 057,00	1 079,00	779,00

Nom du Médicament	Prix Public de Vente en Dirham avant révision	Prix Public de Vente en Dirham après révision	Prix Hôpital en Dirham avant révision	Prix Hôpital en Dirham après révision
اسم الدواء	سعر البيع للصوم بالمغرب بالدرهم قبل المراجعة	سعر البيع للصوم بالدرهم بعد المراجعة	السعر الخاص بالمستشفى بالدرهم قبل المراجعة	السعر الخاص بالمستشفى بالدرهم بعد المراجعة
TAXOTERE 80mg/2ml Solution à diluer pour perfusion Flacon de 2ml + 1 ampoule solvant	3 177,00	3 096,00	2 858,00	2 776,00
TRIACEPHINE PHARMA5 2 g Poudre pour solution injectable (IV) Boîte de d'un flacon de poudre pour solution pour perfusion	295,00	270,00	184,10	168,20
TRIACEPHINE PHARMA5 250 mg Poudre pour solution injectable (IV) 1 Flacon de poudre et 1 ampoule de solvant	58,80	51,50	36,60	32,10
TRIACEPHINE PHARMA5 500 mg Poudre pour solution injectable (IV) 1 Flacon de poudre et 1 ampoule de solvant	75,00	61,00	46,70	38,00
TRIAxon 500 mg/2ml Solution Injectable Boîte de 1+1	79,60	61,00	49,60	38,00
TRIAxon 500 mg/5ml IV, Solution Injectable Boîte de 1+1	80,60	61,00	50,20	38,00
TRIAxon 500 mg/5ml IV, Solution Injectable Boîte de 10	571,00	458,00	378,00	304,00
TRIFAX 2 g IV Poudre pour usage parentéral Poudre pour usage parentéral IV+ ampoule de 10 ml Eppi	283,00	270,00	187,90	168,20
ZOEGAS 40 mg Gélule gastro-résistantes Boîte de 28	216,00	215,00	134,60	134,60

* * *

Annexe n° 4

Nom du Médicament	Prix Public de Vente en Dirham avant révision	Prix Public de Vente en Dirham après révision	Prix Hôpital en Dirham avant révision	Prix Hôpital en Dirham après révision
اسم الدواء	سعر البيع للصوم بالمغرب بالدرهم قبل المراجعة	سعر البيع للصوم بالدرهم بعد المراجعة	السعر الخاص بالمستشفى بالدرهم قبل المراجعة	السعر الخاص بالمستشفى بالدرهم بعد المراجعة
STAMARIL ≥ 1000 LI Poudre et solvant pour suspension injectable Boîte de 1 Flacon de lyophilysat + 1 seringue pré remplie de solvant	166,40	224,00	103,70	140,00
TYPHIM VI flacon de 20 doses Boîte de 10 flacons de 10ml	4 141,00	5 100,00	3 811,00	4 794,00

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6586 du 18 chaoual 1438 (13 juillet 2017).

TEXTES PARTICULIERS

Arrêté du ministre de l'équipement, du transport, de la logistique et de l'eau n° 1316-17 du 11 ramadan 1438 (6 juin 2017) de l'ouverture du port de pêche de Tanger ville à l'exploitation.

LE MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT, DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU.

Vu le dahir n° 1-05-146 du 20 chaoual 1426 (23 novembre 2005) portant promulgation de la loi n° 15-02 relatives aux ports et portant création de l'Agence nationale des ports et de la Société d'exploitation des ports ;

Vu le décret n° 2-07-263 du 18 ramadan 1429 (19 septembre 2008) pris pour l'application des articles 5, 7, 9 et 60 de la loi n° 15-02 relative aux ports et portant création de l'Agence nationale des ports et de la société d'exploitation des ports, notamment son article premier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. L'ouverture du port de pêche de Tanger ville situé dans la latitude 35°47'34.57741 Nord et la longitude 5°48'13.03676 Ouest est ouvert à l'exploitation à compter du 10 juillet 2017.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 ramadan 1438 (6 juin 2017).

ABDELKADER AMARA.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6585 du 15 chaoual 1438 (10 juillet 2017).

Décision du Wali de Bank Al-Maghrib n° 63 du 29 chaabane 1438 (26 mai 2017) portant agrément de la société « Crédit du Maroc », en vue d'exercer les opérations prévues par le titre III de la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés.

LE WALI DE BANK AL-MAGHRIB,

Vu la loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, promulguée par le dahir n° 1-14-193 du 1^{er} rabii I 1436 (24 décembre 2014), notamment ses articles 34 et 61 (1^{er} alinéa) ;

Vu l'arrêté du ministre des finances et des investissements n° 2348-94 du 14 rabii I 1415 (23 août 1994) relatif aux établissements de crédit agréés de plein droit en qualité de banques ;

Vu l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 1395-04 du 11 jourmada II 1425 (29 juillet 2004) portant agrément du « Crédit du Maroc », en qualité de banque, suite au transfert du contrôle de son capital à la société « CALYON », tel que modifié par l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 279-06 du 10 moharrem 1427 (9 février 2006) ;

Vu la demande d'agrément formulée par le « Crédit du Maroc », en date du 11 avril 2016 ;

Vu les informations complémentaires communiquées par le « Crédit du Maroc » en date du 28 novembre 2016 ;

Après avis du Comité des établissements de crédit, en date du 29 novembre 2016,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – La société « Crédit du Maroc », sise à Casablanca, 48-58, Boulevard Mohammed V, est agréée à exercer les opérations du titre III de la loi susvisée n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, sous l'enseigne « ARREDA ».

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 29 chaabane 1438 (26 mai 2017).

ARDELLATIF JOUAHRI.

Décision du président de l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale n° 1246-17 du 3 ramadan 1438 (29 mai 2017) modifiant la décision n° 2356-16 du 24 hijra 1437 (26 septembre 2016) fixant la liste des membres de la Commission de discipline.

LE PRÉSIDENT DE L'AUTORITÉ.

Vu la décision du président de l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale n° 2356-16 du 24 hijra 1437 (26 septembre 2016) fixant la liste des membres de la Commission de discipline ;

Vu la résolution n° R-C5/6 du conseil de l'Autorité précitée prise lors de la réunion du 28 mars 2017, portant désignation du représentant des entreprises d'assurances et de réassurance dans la commission de discipline et de son suppléant ;

Vu la lettre du premier président de la Cour de cassation n°123/17 du 18 janvier 2017 portant désignation du magistrat de la Cour de cassation en tant que membre du conseil de l'Autorité précitée ;

Vu la lettre de la Fédération marocaine des sociétés d'assurances et de réassurance n° L.76/2017 du 31 janvier 2017 portant proposition du représentant des entreprises d'assurances et de réassurance en tant que membre dans la commission de discipline et de son suppléant.

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions de l'article premier de la décision n° 2356-16 susvisée sont modifiées comme suit :

« Article premier. – Est fixée, comme suit, la liste des membres de la commission de discipline prévue par le dernier alinéa de l'article 24 de la loi n° 64-12 susvisée :

« 1– En tant que magistrat de la Cour de cassation, « désigné par le premier président de cette Cour et membre « du conseil de l'Autorité susvisée : M^{me} Imane EL MALKI, « conseillère au sein de la Cour de cassation, présidente ;

« 2 – ;

« 3 – ;

« 4 – ;

« 5 – En tant que représentant des entreprises d'assurances « et de réassurance :

« – M. Moulay Mhamed ELALAMY, membre titulaire ;

« – M. Abderrahim DBICH, membre suppléant ;

« 6 – ;

(La suite sans changement.)

ART. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 ramadan 1438 (29 mai 2017).

HASSAN BOUBRIK.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 6584 du 11 chaoual 1438 (6 juillet 2017).

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis

du Conseil Economique, Social et Environnemental

Statut et dynamisation de la vie associative

Conformément à l'article 6 de la loi organique n° 128-12 relative à son organisation et à son fonctionnement, le Conseil Economique Social et Environnemental (CESE) s'est autosaisi afin de préparer un rapport sur le « Statut et dynamisation de la vie associative », en tant qu'auto-saisine pour l'année 2016.

Dans ce cadre, le Bureau du Conseil a confié à la Commission Permanente chargée des Affaires Sociales et de la Solidarité la préparation d'un rapport sur le sujet.

Lors de sa 69^{ème} session ordinaire tenue le 22 décembre 2016, l'assemblée générale du Conseil Economique, Social et Environnemental a adopté à l'unanimité ce rapport, dont est extrait le présent avis.

Introduction

Les associations jouent un rôle clé et reconnu dans les domaines du développement, de la solidarité et de la défense des droits humains. La forte reconnaissance des associations s'exprime également au plan normatif.

Les associations sont régies par le dahir du 15 novembre 1958, révisé en 1973 et modifié en 2002. Ce cadre normatif est aujourd'hui de l'avis de tous les acteurs, inadapté aux réalités et aux besoins de l'activité associative, et ce d'autant que la Constitution de 2011 consacre les associations en tant que contributeur « dans le cadre de la démocratie participative, à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des décisions et des projets des institutions élues et des pouvoirs publics ». De plus, la Constitution institue des mécanismes participatifs de dialogue et de concertation ainsi que la possibilité d'user du droit de pétition pour inscrire une question à l'ordre du jour du Conseil d'une collectivité territoriale. Par ailleurs, elle crée le « Conseil de la jeunesse et de l'action associative », instance consultative dans les domaines de la protection de la jeunesse et de la promotion de la vie associative.

Cependant, l'enjeu demeure l'opérationnalisation des dispositions de la Constitution qui pose d'une part le problème de la participation effective des associations au processus d'élaboration et d'autre part celui du respect de l'esprit de la Constitution.

Depuis l'adoption de la nouvelle Constitution, deux débats nationaux concernant les associations et leur devenir ont été lancés :

- la Dynamique de l'Appel de Rabat (DAR), lancé en avril 2012, à laquelle ont adhéré plus de 3 000 associations. Les revendications de cette dynamique ont été publiées le 20 juillet 2012.

- le Dialogue National sur la Société Civile et les nouvelles prérogatives constitutionnelles (DNSC), conduit par la commission créée, en 2013, à l'initiative de Monsieur le ministre chargé des relations avec le Parlement et la société civile, auquel ont été associées plusieurs milliers d'associations. Ses conclusions ont été rendues publiques lors d'un séminaire organisé les 21 et 22 mars à Rabat et ont été remises au Chef du gouvernement en 2014².

Tout en tenant compte des résultats de ces deux initiatives, le CESE a entrepris une réflexion visant à identifier des pistes d'action destinées à renforcer la liberté d'association et à optimiser la contribution du secteur associatif à la construction d'un Maroc solidaire, prospère, inclusif et démocratique.

Principaux constats

Constats d'ordre général

- les données statistiques concernant les associations sont limitées. Elles ne sont ni toujours publiées, ni régulièrement actualisées ;
- le rythme de création d'associations a enregistré depuis 2005 une forte croissance induite par le lancement de l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) ;
- en dépit de leur dynamisme et de l'esprit civique dont elles témoignent, les associations font face à des obstacles et difficultés d'ordre administratif, organisationnel et financier ;
- Les fondations n'ont pas de statut particulier, elles sont régies par le dahir de 1958 et n'ont de ce fait pas d'existence juridique distincte de celle des associations. Certaines fondations sont régies par d'autres dahirs ou par des lois spécifiques ;
- la difficulté à adopter une classification des associations pouvant répondre à toutes les finalités. Bien qu'insuffisante, la classification en trois grandes catégories (associations prestataire de services, de plaidoyer, et associations à la fois prestataires de services et de plaidoyer) pourrait permettre de disposer d'une base de données nationale simplifiée, lisible par tous ;
- les associations de protection et de réhabilitation médico-psychosociale, occupent une place particulière dans la mesure où leurs prestations entrent dans le cadre plus général du service public dont l'Etat devrait assurer et garantir la pérennité, ce qui n'est pas le cas actuellement ;

¹ Royaume du Maroc, 2011. Article 12, Constitution du Royaume du Maroc.

² MAP, 18/03/2014. Dernière Rencontre du dialogue national sur la société civile. In : Maroc.ma [En ligne] Disponible sur <<http://www.maroc.ma/fr/actualites/derniere-rencontre-du-dialogue-national-sur-la-societe-civile-les-21-et-22-mars-prochains>>

- les associations de Marocains du Monde, bien que n'étant pas des associations régies par le droit marocain, jouent un rôle indéniable d'acteurs du développement du Maroc à travers des financements, la mise en place de projets et un soutien au tissu associatif local. Elles contribuent également à promouvoir et soutenir les réformes politiques, économiques, sociales et culturelles menées ou à mener au Maroc et dans leurs pays d'accueil.

Environnement d'ordre législatif, institutionnel et réglementaire

- la liberté d'association est l'un des droits humains fondamentaux ;
- selon le dahir n° 1-58-379 du 13 novembre 1958 réglementant le droit d'association, tel que modifié et complété par les lois du 10 avril 1973 (n° 1-73-283), du 14 juin 1994 (n° 34-39), du 23 juillet 2002 (n° 75-00) et du 18 février 2009 (n° 07-09)³, le régime de création des associations est de nature déclarative, ce que confirme la jurisprudence ;
- malgré la nature déclarative du régime marocain de création des associations, dans les faits, la liberté d'association est mise à mal, parfois, par différentes pratiques administratives non conformes aux dispositions en vigueur. Ainsi, la création ou la modification d'une association peut faire face à des entraves : non-délivrance immédiate du récépissé provisoire (comme prévu par la loi) ; demande de pièces supplémentaires, y compris le casier judiciaire des membres fondateurs pourtant supprimé en 2009 ; non-délivrance de remise du récépissé définitif ... ;
- dans son article 12, la Constitution a précisé les acteurs associatifs de la démocratie participative, « *les associations intéressées à la chose publique* », sans que leurs caractéristiques ne soient précisées par ailleurs.
- les lois organiques n° 44-14 et 64-14 concernant respectivement les pétitions et les motions législatives n'ont pas répondu aux attentes des associations et n'ont pas pris en considération les propositions formulées par la Dynamique de l'Appel de Rabat et le Dialogue national sur la société civile et les nouveaux rôles constitutionnels. Les associations en tant que telles ne disposent ni du droit de pétition au niveau national, ni du droit de présentation de motions en matière législative. Seuls, leurs membres à titre individuel, à l'instar de tous les citoyens, bénéficient de ces droits. Au niveau territorial, un droit de pétition est accordé aux associations « *en vue de demander l'inscription à l'ordre du jour du Conseil (d'une collectivité territoriale) d'une question relevant de sa compétence.* » ;

- conformément aux dispositions de l'article 139 de la Constitution, les Conseils des régions, des préfectures et des provinces et des communes doivent mettre en place des « *mécanismes participatifs de dialogue et de concertation (...) pour favoriser l'implication des citoyennes et des citoyens, et des associations dans l'élaboration et le suivi des programmes de développement* » ;
- les lois organiques concernant les collectivités territoriales ont confié à chaque collectivité de définir les modalités de ces mécanismes dans son règlement intérieur. Des disparités importantes pourront alors exister entre les collectivités et induire des pratiques de la démocratie participative très différenciées sur le territoire national ;
- bien que plusieurs associations et dynamiques de jeunes aient, dans leurs mémorandums, appelé à la création de deux conseils distincts, la Constitution a prévu un seul « Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative » qui regroupe les deux dynamiques ;
- les conditions ne sont pas réunies pour un partenariat Etat/associations égalitaire basé sur une logique de réciprocité et d'autonomisation des acteurs associatifs. La transparence dans le processus d'appel à projets n'est pas toujours garantie ;
- même si pour le CNDH et pour de nombreuses associations, la reconnaissance d'utilité publique pourrait être définitivement abandonnée (sous réserve que les avantages accordés aux associations reconnues d'utilité publique soient généralisés à toutes les associations), le CESE estime lui qu'il faut la maintenir tout en rendant le processus d'attribution de cette qualité tout à fait transparent et équitable ;
- comme stipulé par l'article premier du dahir de 1958, le fondement d'une association est la non-redistribution des bénéfices, toute association pouvant réaliser des excédents qui lui appartiennent à titre exclusif. Au niveau fiscal, la notion de « non-lucrativité » d'une activité associative ou d'une association est centrale. Elle définit le champ des exonérations accordées ;
- la fiscalité marocaine comprend peu de dispositions spécifiques aux associations qui se trouvent le plus souvent soumises au même régime fiscal que les sociétés notamment en matière :
 - d'impôt sur le revenu, qui a pour effet de grever les fonds acquis difficilement par les associations et de limiter le recours à des ressources humaines permanentes et qualifiées, limitant, par là même, les possibilités de professionnalisation des associations et de pérennisation des projets ;
 - de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) : seules sont exonérées les associations reconnues d'utilité publique et les associations s'occupant des personnes en situation de handicap sous des conditions limitées ;
 - de droits d'enregistrement et de timbre.

³ Dans la suite du rapport, le « Dahir de 1958 » signifiera le texte de loi en vigueur, tel qu'amendé par les lois de 1973, 1994, 2002 et 2009

Ressources humaines

- alors que les bénévoles sont la principale ressource humaine des associations, le bénévolat n'est pas suffisamment développé. Le travail des bénévoles n'est pas valorisé d'un point de vue comptable. Il n'y a pas de cadre juridique encadrant clairement le statut de bénévole ;
- le recours à des salariés est essentiel pour permettre aux associations de gérer de façon qualitative plusieurs projets et de bénéficier de budgets conséquents. Le secteur associatif est un pourvoyeur d'emplois salariés qui mériterait d'être encouragé et valorisé. Des travailleurs sociaux, bénévoles ou salariés, acquièrent dans les associations une expertise qui mériterait d'être valorisée par la mise en place de formations qualifiantes ;

Gouvernance, financement

- les fonds propres des associations sont très limités. Le financement public qui représente la principale source de financement d'un grand nombre d'associations est insuffisant. Le droit d'accès au financement public de manière équitable et transparente n'est pas toujours garanti. Les associations doivent y avoir accès sans ingérence dans leur organisation et fonctionnement internes. Pour leur part, les acteurs associatifs devraient garantir la transparence et la démocratie internes, ainsi que l'efficacité dans l'utilisation des deniers publics ;
- l'aide financière internationale est cruciale pour les associations qui en bénéficient. Elle augmente leur capacité d'agir et leur permet de diversifier leurs sources de financement. Le financement international qui passe par les canaux officiels est très bien contrôlé et tant que ces transferts se font dans la transparence, il n'y a aucune raison de les limiter ;
- étant donné que les associations gèrent des dons de particuliers et/ou des fonds publics, en argent ou en nature, que leur crédibilité repose sur la transparence de leur gestion, et que la reddition de compte vis-à-vis des donateurs et des membres est un impératif moral mais aussi statutaire, la tenue d'une comptabilité conforme aux normes en vigueur, mais adaptée aux contraintes des associations, devrait être légalement exigée ;
- la mise en place d'un plan comptable spécifique aux associations s'impose du fait du caractère particulier de leurs actions (qui sont pour la plupart non marchandes) et pour permettre une meilleure traçabilité ;
- les TIC sont un outil de bonne gouvernance, de communication et de partage en interne et en externe. Leur utilisation suppose que les associations soient équipées en matériel informatique, qu'elles disposent d'une bonne connexion internet et que les bénévoles et les salariés reçoivent des formations adaptées à leurs missions.

Recommandations

Les recommandations de cet avis ont pour objectifs de contribuer :

- à lever les obstacles et difficultés afin que les associations puissent pleinement jouer leur rôle, consacré par plusieurs articles de la Constitution de 2011, notamment l'article 12, qui reconnaît leur expertise et légitimité dans la participation à l'élaboration, l'implémentation et l'évaluation des politiques publiques ;
- à adapter le cadre juridique aux dispositions de la Constitution relatives au rôle des associations.

Recommandations d'ordre général

1. Approfondir la réflexion sur l'adoption d'une typologie des associations en trois grandes catégories : (i) les associations prestataires de services qui proposent des services de diverses natures : culturels, juridiques, sportifs, médicaux, préventifs, éducatifs, économiques, psychologiques, agricoles, etc. ; (ii) les associations de plaidoyer qui sont des associations de mobilisation et d'« empowerment » à des fins de réforme sociale ; (iii) les associations à la fois prestataires de services et de plaidoyer.

2. Le CESE recommande l'instauration d'un statut d'utilité sociale à reconnaître aux associations qui apportent un soutien à des personnes en situation de vulnérabilité ; contribuent à la lutte contre les exclusions et les inégalités sanitaires, sociales, économiques et culturelles ; agissent pour l'éducation, la citoyenneté, au développement du lien social ou au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale », et au développement durable.

Ces associations doivent pouvoir bénéficier d'aides en espèces et en nature (infrastructures, ressources humaines, matériels), attribuées au niveau local, régional ou national.

Les critères et les modalités d'attribution de ce statut doivent être définis dans le cadre d'un débat national démocratique ouvert visant la mise en place d'un référentiel d'objectifs, de principes, et d'indicateurs mesurables, permettant aux acteurs associatifs de rendre compte de leurs missions, de leurs buts, de leur gouvernance et des impacts de leurs activités.

3. Promouvoir la publication régulière par le HCP, le ministère de l'Intérieur, le SGG et tout autre organisme public concerné, de données sur le tissu associatif ainsi que la réalisation de travaux académiques sur le tissu associatif.

4. Reconnaître les associations de MDM en tant qu'interlocuteur incontournable dans le processus de mise en place de la démocratie participative et créer un environnement propice au partenariat avec les associations marocaines, les institutions et les collectivités territoriales.

5. Etudier, dans le cadre d'une auto-saisine ou de différentes auto-saisines, les situations spécifiques des associations professionnelles, syndicats de copropriétaires, associations et fédérations sportives.

*Environnement institutionnel, législatif et réglementaire***Droit à la liberté d'association**

6. Veiller à la conformité du dahir de 1958 réglementant le droit d'association avec les dispositions de la Constitution de 2011.

7. Edicter les textes réglementaires nécessaires pour rendre effective la présomption de légalité de la Constitution, des objectifs et des activités des associations et prendre les mesures opérationnelles adéquates, telle, comme proposé par le CNDH, la dématérialisation des procédures administratives les concernant.

8. Adopter un statut particulier pour les fondations.

Mécanismes de démocratie participative

9. Définir légalement les « associations intéressées à la chose publique ».

10. Encadrer la pratique de la démocratie participative au niveau territorial par la formation des élus, la publication de lignes directives...

11. Afin de faciliter les consultations publiques, et d'assurer l'équité en matière d'accès à l'information et aux financements, instaurer des répertoires des associations au niveau territorial et envisager le cas échéant la mise en place d'une qualification.

12. Le CESE recommande que le Conseil Consultatif de la Jeunesse et de l'Action Associative prévu par la Constitution soit dédié à la jeunesse et à l'action associative des jeunes.

Partenariat Etat/associations

13. Promouvoir une vision du partenariat Etat/associations basée sur une logique de réciprocité et de respect des orientations stratégiques des associations.

14. Rendre effective la participation des associations à l'élaboration des stratégies de partenariat.

15. Garantir un égal accès des associations à l'information.

16. Mettre en place des règles et des procédures pour assurer l'équité et la transparence du financement public (critères d'éligibilité ; modalités de sélection ; publication des résultats...).

17. Préciser le contenu du partenariat dans des conventions déterminant les objectifs, les activités, le budget, les résultats attendus et fixant des indicateurs de résultats pour l'évaluation.

18. Réviser la circulaire de 2003 régissant le partenariat Etat/associations à la lumière des dispositions de la nouvelle Constitution.

19. Elaborer une circulaire régissant le partenariat collectivités territoriales/associations.

Reconnaissance d'utilité publique

20. Clarifier la notion de « poursuite d'un but d'intérêt général » prévue dans l'article premier du décret n° 2-04-969.

21. Encadrer le pouvoir d'appréciation confié aux représentants de l'exécutif en instaurant des critères explicites sur lesquels la dite appréciation peut être fondée.

22. Informer les associations dont la demande est rejetée des motifs de refus, tel que prévu par l'article 9 du dahir de 1958.

Cadre fiscal

23. Adopter le plan comptable spécifique aux associations et intégrer dans son préambule les critères de bonne gouvernance (tenue régulière des assemblées générales avec validation des rapports annuels d'activité et financier ; réunions des instances dirigeantes conformément aux statuts ; tenue d'une comptabilité ; respect du code du travail...).

24. Exonérer fiscalement, au titre de l'IS et de la TVA, les activités économiques des associations intéressées à la chose publique, qualifiées de non lucrative selon les critères en usage définis par la réglementation fiscale (gestion non intéressée de l'association, caractère non concurrentiel de l'activité et de ses conditions d'exercice), sous réserve du respect des règles de bonne gouvernance qui auront été édictées par le plan comptable. La réglementation fiscale précisera la liste des documents à joindre aux déclarations pour attester du respect de ces exigences.

25. Prévoir une imposition réduite forfaitaire de 20 % en matière d'impôt sur le revenu frappant les rémunérations soumises à un taux supérieur, versées par les associations intéressées à la chose publique, à leurs salariés.

26. Exonérer les associations des droits d'enregistrement et de timbre.

27. Permettre aux donateurs (personnes physiques et personnes morales) de faire des dons déductibles de leurs impôts (IS ou IR), aux associations intéressées à la chose publique, même si elles ne sont pas RUP, et ce dans la limite d'un seuil du chiffre d'affaires du donateur ou de son revenu, seuil qui sera défini par voie réglementaire.

Ressources humaines**Bénévolat***Recommandations pour les pouvoirs publics*

28. Elaborer un statut du bénévole et le distinguer de celui du volontaire qui reçoit une indemnité. Ce statut précisera les droits et les obligations des bénévoles et des volontaires.

29. Rendre obligatoire la souscription d'une assurance pour la protection des bénévoles et volontaires lors de l'exercice d'une activité propre à l'association.

30. Développer l'esprit du bénévolat auprès des enfants dans le système éducatif.

31. Mettre en place des mesures incitant les jeunes à l'engagement associatif, par exemple en faisant du stage de bénévolat un élément positif dans le dossier pour l'accès aux études supérieures.

Recommandation pour les associations

32. Fidéliser les bénévoles par des formations et par l'implication réelle dans les activités de l'association.

Salariat*Recommandations pour les pouvoirs publics*

33. Encourager le recrutement de salariés en prenant des mesures fiscales appropriées au secteur associatif.

34. Mettre en place, en lien avec les collectivités territoriales, des contrats emploi d'utilité publique et sociale qui permettront à des jeunes de bénéficier d'une expérience professionnelle, au sein d'un organisme sans but lucratif qui assure une mission sociale ou d'intérêt public, conformément à l'avis du Conseil Economique, Social et Environnemental sur l'emploi des jeunes.

35. Contribuer au financement et à l'organisation du renforcement de capacités des associations.

36. Elaborer un statut du travailleur social définissant la nature du travail social, les droits et obligations du travailleur social envers l'association et les bénéficiaires, garantissant leur protection physique et juridique.

37. Améliorer l'offre de formation des travailleurs sociaux : les universités et facultés devraient développer des modules de formation diplômante et de formation continue dans différentes spécialités.

Recommandations pour les associations

38. Veiller au respect de la législation et de la réglementation du travail.

39. Etre des employeurs responsables (respect du code de travail, non-discrimination vis-à-vis des femmes, recrutement de personnes en situation d'handicap...).

40. Mettre en place des mécanismes de gestion des situations de conflits d'intérêt.

41. Promouvoir la démocratie interne.

Financement/ gouvernance*Recommandations pour les pouvoirs publics*

42. Augmenter les fonds publics destinés aux associations.

43. Favoriser les financements pluriannuels, avec des projets d'une durée d'au moins trois ans plutôt que les subventions ponctuelles.

44. Conclure des contrats programmes pluriannuels avec les associations qui assurent, pour le compte ou en place de l'Etat, la protection et prise en charge de personnes vulnérables. Dans ces cas les financements étatiques devraient représenter un pourcentage consistant du budget de fonctionnement de l'association.

45. Renforcer les capacités des départements ministériels, des collectivités territoriales et établissements publics en matière de suivi-évaluation des associations.

46. Prévoir un traitement comptable simplifié pour les petites et moyennes associations.

47. Encourager la création d'associations en mettant à leur disposition des locaux et facilitant la mutualisation de certaines prestations (téléphones, fax, ordinateurs etc.).

48. Conditionner l'attribution de fonds publics à la tenue régulière des réunions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration des associations, conformément aux dispositions de leurs statuts.

Recommandations pour les associations :

49. Développer des capacités de levée de fonds.

50. Réfléchir aux modalités de valorisation et de comptabilisation du travail des bénévoles.

51. Adopter et respecter des règles de gestion transparente.

52. Veiller à un fonctionnement démocratique.

53. Mettre en place des règles et procédures permettant de prévenir les risques de mauvaise gestion.

54. Tenir une comptabilité de trésorerie ou générale selon la taille de l'association, présenter annuellement des rapports financiers aux assemblées générales et aux divers partenaires et faire preuve d'efficience dans l'utilisation des fonds.

55. Inclure l'usage des technologies de l'information et de la communication dans la formation des salariés et des bénévoles et promouvoir leur utilisation par les associations.

56. Créer des centres de comptabilité agréés pour les associations.

Avis du Conseil Economique, Social et Environnemental**Responsabilité sociétale des Organisations :****Mécanismes de transition vers un développement durable**

Conformément à l'article 6 de la loi organique n° 128-12 relative à son organisation et à son fonctionnement, le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) s'est autosaisi, en date du 8 juillet 2015 d'un rapport sur le thème de la responsabilité sociétale des organisations.

Dans ce cadre, le bureau du Conseil a confié à la Commission permanente chargée des affaires de l'environnement et du développement durable la préparation d'un rapport sur le sujet.

Lors de sa 65^{ème} session ordinaire tenue le 25 août 2016, l'Assemblée générale du Conseil Economique, Social et Environnemental a adopté à l'unanimité un rapport intitulé : « *Responsabilité sociétale des organisations : Mécanismes de transition vers un développement durable* », dont est extrait le présent avis.

Introduction

L'adoption de l'agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable engage les Etats membres à mettre en place des modèles de développement plus respectueux de l'humanité, de la planète et de la bonne gouvernance. Le Maroc, fort de sa conviction du bien fondé de ces objectifs, a engagé une série de réformes dans les différents domaines politiques, économiques et sociaux afin d'entamer sa transition vers le développement durable, dont l'un des outils principaux est la responsabilité sociétale des organisations. La mise de l'accent sur les organisations et pas seulement sur les entreprises tient du fait que le développement durable est la responsabilité de tous les acteurs de la société dont l'Etat, les territoires, les entreprises publiques ou privées et la société civile.

Ce rapport a pour objectif de définir le concept de la responsabilité sociétale et de mettre en avant les mécanismes de son application et les bénéfices qui en découleront pour l'ensemble des parties prenantes.

Objectifs de l'auto-saisine

Considérant la Responsabilité sociétale des organisations (RSO) comme un instrument visant à atteindre les objectifs du développement durable et de la croissance inclusive, il s'agit de :

- définir ce concept et d'en identifier le champ d'action dans la mesure où aujourd'hui, la responsabilité sociétale n'est plus du seul ressort des entreprises privées, mais aussi celui de l'ensemble des organisations ;
- mettre en avant des avantages que procure la prise en compte de la démarche de la responsabilité sociétale et son impact sur la compétitivité des opérateurs ;
- identifier des modes de gouvernance pour la mise en œuvre effective du développement durable et de la RSO ;
- recommander les actions prioritaires par type d'acteur et mettre en avant les synergies potentielles pour de nouvelles formes de création de valeur partagée.

Méthodologie de travail

L'élaboration du présent rapport et de l'avis qui en découle s'est basée sur la méthodologie de travail usuelle du Conseil, à savoir une revue et une analyse approfondie de différents documents, études et rapports publiés par les institutions nationales et internationales sur le sujet, et une démarche participative basée sur l'écoute et ouverte sur toutes les sensibilités, et ce en vue de recueillir des points de vue et des propositions de nombreuses parties prenantes.

32 entités ont été auditionnées dans le cadre des 7 ateliers organisés par la commission et regroupés par type d'organisation :

- Ministères et administrations publiques ;
- Entreprises publiques ;
- Entreprises privées ;
- Société civile ;
- Centrales syndicales ;
- Institutions financières ;
- Acteurs du développement territorial ;
- Experts et académiciens.

Etat des lieux et analyse

Définitions du concept

Selon l'Organisme international de normalisation (ISO), la Responsabilité sociétale des organisations est « la responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et activités sur la société et sur l'environnement se traduisant par un comportement transparent et éthique qui :

- contribue au développement durable, y compris à la santé et au bien-être de la société et prend en compte les attentes des parties prenantes ;
- respecte les lois en vigueur et est en accord avec les normes internationales de comportement ;
- est intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations ».¹

Le concept de RSO a pris naissance aux États-Unis. Il s'est caractérisé dans les années 1950 par l'émergence du courant « business ethics » qui a mis l'accent sur la responsabilité personnelle morale du dirigeant.

Pendant les années 1970 l'éthique des affaires a évolué vers un courant « stratégique utilitariste » ; qui repose sur l'idée qu'un comportement responsable améliore les performances économiques de l'entreprise.

La tendance actuelle s'appuie sur l'idée de « sustainability » (durabilité), c'est-à-dire que l'entreprise s'engage à contribuer au développement durable dans une approche plus long-termiste et qui prend en compte les besoins des générations futures.

A partir de 2011, à la notion de durabilité s'ajoute celle de « valeur partagée » (shared value) selon laquelle les « entreprises peuvent créer de la valeur économique en créant de la valeur sociétale ».

Pour renforcer l'implémentation de cette démarche volontaire et faire face à certaines dérives constatées chez beaucoup de grandes entreprises multinationales notamment dans les pays où les législations protectrices sont faibles (le cas le plus célèbre est celui du Bangladesh où les marques les plus connues de prêt à porter ont négligé la sécurité des usines de leurs fournisseurs), un nouveau courant de réflexion est apparu ; selon lequel, la RSE est intégrée d'emblée comme une mission partagée par les actionnaires, inscrite dans les statuts et qui impose une reddition de comptes spécifique.

En résumé, l'idée générale est que toute organisation a des responsabilités à l'égard des attentes, des intérêts et des droits de ses parties prenantes.

Les particularités de la notion de responsabilité sociale renvoient au :

- caractère volontaire de l'engagement à l'égard des parties prenantes ;
- au respect des normes publiques universelles en matière de protection de l'environnement, de respect des droits de l'homme, des règles de gouvernance, d'éthique des affaires, de gestion des chaînes d'approvisionnement, de management et d'investissements responsables ;

¹ - Responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise, Sillery, QC : Presses de l'Université du Québec, pp. 80-11.

- à la contribution aux objectifs du développement durable ;
- à l'écoute et au dialogue ouvert et structuré avec les parties prenantes au reporting régulier ;
- à la recherche de l'amélioration continue, via notamment l'identification et la maîtrise des risques.

En accord avec les différentes définitions existantes, le CESE considère la RSO comme une démarche volontaire qui traduit la façon dont les organisations prennent en considération les impacts présents et futurs de leurs activités sur la société comme sur l'environnement dans le but d'atteindre la triple performance économique, sociale et environnementale, en tenant compte, dans sa dimension positive, du contexte culturel national.

Etat des lieux de la RSO au Maroc

La Responsabilité Sociétale des Organisations constitue à plusieurs égards un levier fondamental servant une croissance économique durable. Si les défis socioéconomiques propres au contexte marocain peuvent constituer, dans une certaine mesure, des freins au développement d'une telle démarche profitable à une croissance inclusive, force est de constater avec acuité l'engagement du Maroc, comme il est traduit par ses nombreux acquis institutionnels, stratégiques et opérationnels au sujet du développement durable. Cet engagement assure ainsi un cadre propice au développement de la RSO.

Sur le plan international

Le Maroc est signataire et a ratifié les principales Conventions internationales approchant l'objet du développement durable (OIT, ODD, Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme, Principes directeurs de l'OCDE, Global Compact).

Sur le plan national

La Constitution de 2011, en tant que socle fondateur, consacre la bonne gouvernance en principe fondamental dans la construction et le renforcement du fonctionnement des institutions d'un Etat moderne et promeut « les principes de primauté de droit, de transparence, d'équité, de responsabilité, de lutte contre la corruption, d'éthique et de reddition des comptes » principes qui s'inscrivent pleinement en phase avec ceux du développement durable.

L'appareil législatif national s'est engagé pour améliorer le volet social à travers la loi contre le travail domestique et le travail des enfants (19-12) et aussi le projet de loi pour l'Autorité de la parité et la lutte contre toutes formes de discriminations (APALD).

Dans la continuité des articles relatifs au développement durable issus de la nouvelle constitution, la Charte nationale de l'Environnement et du développement durable, élaborée en 2010 a été formalisée dans la Loi-Cadre 99-12 et adoptée par le Parlement en février 2014. Conformément à ses dispositions, une Stratégie nationale de développement durable (SNDD) devrait être adoptée dans un délai maximum de deux ans après la promulgation de la loi, soit fin 2016. Le document préparé par le département de l'environnement intègre quatre grands principes : la conformité avec les bonnes pratiques internationales, la conformité avec les principes de la loi-cadre n° 99-12, l'engagement des parties prenantes à atteindre des objectifs communs aptes à répondre aux enjeux en matière de

développement durable, et la dimension opérationnelle de cette stratégie qui se base sur des mesures concrètes avec des indicateurs de suivi. Il est à noter également que cette stratégie est en conformité avec la dynamique générale de développement humain et de lutte contre la pauvreté au Maroc.

Dans un cadre volontaire

En 2011, le CESE a formalisé un Référentiel de normes et d'objectifs pour impulser des contrats partenariaux au service d'une charte sociale marocaine tournée vers l'avenir. Ce référentiel traite notamment les thèmes suivants :

- Accès aux services essentiels et bien-être social ;
- Savoirs, formation et développement culturel ;
- Inclusion et solidarités ;
- Dialogue social, dialogue civil et partenariats innovants ;
- Protection de l'environnement ;
- Gouvernance responsable, développement et sécurité économique et démocratie sociale.

Selon le code marocain de bonnes pratiques de gouvernance des Entreprises et Etablissements Publics (EEP), élaboré et lancé en mars 2008 par la commission nationale de gouvernance d'entreprise, les bonnes pratiques de gouvernance sont essentielles pour :

- « ancrer la culture de reddition des comptes ;
- renforcer le climat de confiance avec les Parties Prenantes des entreprises ;
- attirer l'investissement national et étranger et faciliter l'accès des EEP aux capitaux ;
- promouvoir les valeurs de transparence, d'information, et de communication ;
- améliorer la viabilité de l'organisme et sa performance ainsi que la qualité du service ;
- contribuer au développement d'un tissu économique compétitif ».

Le label RSE et la charte RSE portés par la CGEM constituent des actes fondateurs de formalisation du concept de la responsabilité sociale au Maroc. 75 entreprises sont labellisées aujourd'hui et la création en 2011 du club des entreprises labellisées RSE participe à la dynamique globale de diffusion et d'échanges de bonnes pratiques en la matière.

Le Label de la CGEM répond à 9 objectifs majeurs, conformes à l'ISO 26000 et aux principales normes internationales :

- respecter les droits humains ;
- améliorer en continu les conditions d'emploi et de travail et les relations professionnelles ;
- protéger l'environnement ;
- prévenir la corruption ;
- respecter les règles de la saine concurrence ;
- renforcer la transparence du gouvernement d'entreprise ;
- respecter les intérêts des clients et des consommateurs ;

- promouvoir la responsabilité sociale des fournisseurs et sous-traitants ;
- développer l'engagement sociétal.

3. Diagnostic de la responsabilité sociétale dans les organisations marocaines

a) Constat général

Les différentes auditions ont révélé avec satisfaction, le niveau de prise de conscience généralisé et constant par les différentes organisations, de la pertinence d'intégrer ce concept dans leur périmètre d'activité et leur politique de développement.

Cette prise de conscience et sa déclinaison en plans d'actions varient cependant d'un type d'organisation à un autre. Les meilleures avancées sont présentées par les entreprises privées productives ; ces avancées couvrent à la fois les volets de la planification stratégique, la gouvernance, le reporting - même s'il n'est pas toujours en conformité avec les normes internationales-, les outils dédiés à la gestion et la conduite, ainsi que l'importance de l'implication des parties prenantes. Les organisations les plus impliquées, par la force des choses, sont celles dont le cœur métier est lié aux ressources naturelles (agriculture, foncier, forêts, écosystèmes naturels, mines) ou gestionnaires de services de base.

Les associations marocaines commencent aussi à formaliser leurs démarches de RSO. Au-delà de leur engagement en tant qu'acteur du dialogue civil et de la co-construction des liens de proximité et de solidarité nécessaires au développement humain et à la responsabilité environnementale. Il existe au Maroc un référentiel et un Label indépendant de responsabilité sociale des associations.

Le secteur financier privé a pour sa part entrepris des actions encourageantes, le Maroc est le premier pays de la région où se met en place la finance responsable. Cependant, le périmètre d'intervention de ces actions ne leur permet pas de jouer pleinement leur rôle dans la diffusion des bonnes pratiques relatives à la responsabilité sociétale sur la totalité de sa chaîne de valeur. En effet, la responsabilité sociétale dans ce secteur est orientée prioritairement à son propre personnel, secondairement à certaines parties prenantes externes avec quelques actions d'envergure, mais très rarement comme critère d'attribution de crédits. Cette restriction ne permet donc pas aux banques d'avoir un regard sur le degré de respect du concept RSO au sein des projets qu'elles financent.

b) Diagnostic à travers les principes de la RSO

Dans le cadre de cette auto-saisine, les organisations marocaines (Ministères et administrations publiques, entreprises publiques, entreprises privées, société civile, centrales syndicales, institutions financières et acteurs du développement territorial) ont été diagnostiquées au travers des piliers fondamentaux des principes de la RSO à savoir :

- cadre réglementaire et gouvernance ;
- respect du principe d'autorité de la loi ;
- transparence et comportement éthique ;
- reconnaissance des parties prenantes ;
- respect des droits de l'Homme.

1. Au niveau du cadre réglementaire et de la gouvernance :

La difficulté en matière de gouvernance du développement durable est que, malgré les engagements internationaux et nationaux du Maroc qui sont autant d'éléments forts du cadre réglementaire, l'assurance de la gestion commune des ressources naturelles ou matérielles et leurs externalités positives au niveau social et environnemental, est rendue difficile par des mécanismes de régulation et d'encadrement nécessitant plus de renforcement. Il en est de même pour des instruments juridiques et économiques à instituer afin de favoriser une transition accélérée vers l'économie verte, qui présente des potentialités intéressantes. De plus, l'absence de cadre institutionnel qui définit clairement le rôle et les prérogatives de chaque acteur entraîne une perte d'efficacité. Il est donc nécessaire de définir clairement le rôle et le périmètre d'action de chacun pour assurer une mise en œuvre efficace.

2. Au niveau du respect du principe d'autorité de la loi

Indéniablement, le principe du respect de l'autorité de la loi est un corollaire du renforcement du cadre réglementaire et d'une gouvernance du développement durable à accroître. Il a été observé à cet égard des dysfonctionnements ou blocages au niveau réglementaire comme par exemples une réglementation obsolète, projets de réforme non aboutis, ou encore le manque de textes d'applications. Plus que cela, le respect de l'autorité de la loi est un devoir fondamental pour toute organisation et une partie essentielle de sa responsabilité sociétale. La non applicabilité des lois annule ce principe fondamental et propice au développement durable.

3. Au niveau de la transparence et du comportement éthique

La loyauté des pratiques, l'éthique et la transparence forgent le socle de la gouvernance des projets des principes de la responsabilité sociétale, sans lesquels les systèmes de gouvernance échouent. Ces valeurs sont notamment partie intégrante des standards internationaux auxquels le Maroc s'est engagé, notamment la déclaration sur la probité, l'intégrité et la transparence dans la conduite des affaires et de la finance internationale. Il est également signataire de la déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales.

Dans la pratique, le Maroc assiste à une situation où l'applicabilité de certaines lois faisant encore défaut, et où malgré les efforts consentis pour l'éradication de la corruption, ces dysfonctionnements ne sont pas entièrement résorbés. Concernant l'accès et le partage de l'information, l'analyse de l'exécution de nombreux projets publics révèle une certaine asymétrie de l'information et le droit d'accès à l'information suscite actuellement quelques remous.

La loyauté des pratiques telle qu'entendue dans le domaine du développement durable, ne saurait s'accompagner effectivement qu'à travers les principes de bonne gouvernance amplifiés par le développement des sociétés ouvertes. Plus spécifiquement les axes de développement auxquels la loyauté des pratiques se réfère concernent la lutte contre la corruption, l'engagement politique responsable, la concurrence loyale, la promotion de la responsabilité sociétale dans la chaîne de valeur et les droits de propriété.

4. Au niveau de la reconnaissance des parties prenantes

Fort d'acquis institutionnels, le Maroc consolide désormais le processus démocratique dans lequel il est engagé. Cette consolidation engage le Royaume à compléter la légitimité de la démocratie représentative classique par une démocratie participative moderne.

Le renforcement de la démocratie participative a été également matérialisé par la mise en place du Conseil Economique, Social et Environnemental le 21 février 2011 ainsi que la place que cette démocratie occupe dans la politique de régionalisation avancée engagée par le Royaume. Elle vise dans ce cadre à impliquer l'ensemble des citoyens, à travers tous les canaux de la société dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques et de façon plus large à consolider la « conscience citoyenne » et ainsi participer au rayonnement socio-économique du Royaume.

La société civile marocaine a connu une émergence certaine depuis les années 90 et son rôle a été conforté dans la Constitution de 2011. L'INDH a également donné un nouveau souffle, démontrant de l'efficacité d'une approche co-construite en faveur de l'intérêt général. Néanmoins, la société civile continue de se caractériser par des manquements qui freinent le rôle fondamental de trait d'union entre l'Etat, les collectivités locales et le tissu économique ; manquements qui concernent généralement le renforcement des capacités, l'accès aux financements et à l'information.

5. Au niveau du respect des droits de l'homme

Le déploiement au Maroc, depuis quelques années, d'initiatives en faveur de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) constitue un levier de promotion des droits de l'Homme dans l'entreprise, qui va au-delà du simple périmètre de l'entreprise en l'étendant à sa chaîne d'approvisionnement, ses relations avec ses fournisseurs, ses sous-traitants et les collectivités en général.

Cependant, des efforts doivent être faits pour lever certains dysfonctionnements dans le cadre du travail au Maroc ; comme ceux du harcèlement sexuel des femmes dans le milieu du travail, la discrimination à l'égard des femmes dans l'emploi, la discrimination à l'égard des personnes en situation de handicap, les libertés d'associations, le travail des enfants, la discrimination dans le milieu du travail et les conditions de travail.

c) Benchmark international des pratiques RSO

Le benchmark a été appréhendé en analysant l'état des lieux des plans d'action RSE dans les différents pays, en combinant l'évolution des politiques publiques de développement durable et les outils et les actions qui ont amené chaque Etat à trouver l'équilibre entre les mécanismes réglementaires et incitatifs en faveur de l'appropriation de la RSO. Cette analyse révèle :

- le rôle capital des Etats et de leur exemplarité, dans la mise en place de stratégies et plans d'actions RSE, dans la promotion et l'appropriation de cette démarche. Cette impulsion publique pour la RSE permet d'engager les entreprises autour de priorités communes, pour lesquelles la loi seule ne suffit plus. L'engagement des Etats en faveur de la RSE permet également de répondre aux attentes de la société tout préservant les intérêts des entreprises ;

- l'importance du devoir de reddition (reporting RSE), indissociable de l'engagement de chaque organisation ;
- le caractère institutionnalisé des stratégies RSE au niveau des politiques publiques et leur gestion et suivi par des entités multi-parties prenantes dédiées.

Recommandations

La présente auto-saisine a permis, grâce à une consultation avec l'ensemble des parties prenantes, de définir les piliers sur lesquels l'analyse et les recommandations du concept de la responsabilité sociétale des organisations doivent s'opérer :

- d'abord la gouvernance, à la fois comme préalable mais aussi comme catalyseur pour l'adoption des principes de la responsabilité sociétale. La gouvernance sous-entend un outil selon une approche de pyramide, où le respect de la loi et des conventions internationales constitue le socle non négociable, suivi par celui de des principes volontaires ;
- puis le dialogue avec toutes les parties prenantes dans un souci de création de valeur partagée, y compris les plus marginales et surtout les plus vulnérables aux externalités de l'activité des organisations ;
- et enfin, la vision selon la démarche de chaîne de valeurs qui couvre l'ensemble du processus selon une intégration responsable transversale des organisations au-delà du seul périmètre statutaire.

L'intégration de la RSO à l'échelle des organisations marocaines est une démarche d'envergure, qui implique une logique de transformation visant à une application progressive, étalée dans le temps et pensée dans une approche d'amélioration continue.

C'est à cet égard que le présent rapport attire l'attention du lecteur sur l'importance de l'intégration progressive et de la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes sur les principes de la RSO, leurs bénéfices et leur applicabilité.

Il est conformément admis que l'intégration de la RSO s'incarne dans la dimension quadripartite entre l'Etat, le tissu économique, les territoires et la société civile. En effet, dans le complexe de ces relations, les interactions croisées entre ces quatre catégories d'acteurs et leurs synergies est un tout indissociable pour mener à l'efficacité les démarches pour l'appropriation de l'approche RSO.

1. Recommandations transverses

- consolider l'impulsion de l'Etat par l'engagement et le volontarisme politique : consolider le rôle de l'Etat et formaliser ses engagements en faveur d'un développement inclusif et ce, en encourageant les démarches de Responsabilité Sociétale à l'ensemble des parties prenantes : tissu économique, société civile, partenaires sociaux, monde académique ...

- ancrer la gouvernance du développement durable : mettre sur pied un cadre de bonne gouvernance national de la RSO qui envisage l'instauration d'un système de règles et de valeurs à respecter, sans lesquelles ce concept restera une abstraction. Pour ce faire, il est recommandé d'accélérer l'adoption d'une Stratégie Nationale du Développement Durable tel que le prévoit la loi cadre 99-12 portant Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable dans son article 14 ;
- favoriser la transition vers l'économie verte :
 - s'adresser aux principaux secteurs productifs au sein desquels les gisements de création de valeur et d'emplois sont importants, mais également avec un fort potentiel d'atténuation des pressions sur les ressources ;
 - intégrer une approche verte et responsable appliquée à l'ensemble des plans nationaux selon une approche systémique incluant l'ensemble des parties prenantes notamment le tissu économique dans leur conception, dans leur coordination comme dans leur mise en œuvre. La consultation élargie à l'ensemble des parties prenantes et leur implication ne manqueront pas, en effet, de favoriser l'acceptabilité et la réussite de ces politiques ;
- consolider la bonne marche de la responsabilité sociétale par la loyauté des pratiques, l'éthique et la transparence : par la responsabilisation et la sensibilisation des acteurs à tous les niveaux, par l'accès à l'information pour toutes les parties prenantes de manière ouverte et transparente ; par la loyauté des pratiques en agissant sur la lutte contre la corruption, sur l'engagement politique responsable, une concurrence loyale, et la promotion de la responsabilité sociétale dans la chaîne de valeur et les droits de propriété ; par le développement de l'Investissement Socialement Responsable (ISR) qui consiste à intégrer des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) dans la gestion financière ;
- renforcer le dialogue social : l'impulsion de ce dialogue sert l'intérêt général et a pour finalité opératoire l'aboutissement de contrats ou de programmes d'action dans les domaines économiques, culturels, sociaux et environnementaux ;
- encourager la démocratie participative et la co-construction en partenariat avec la société civile : palier aux obstacles qui lui permettraient de dépasser le rôle d'exécution dans lequel elle se caractérise majoritairement, de consolider sa participation démocratique, d'élargir les espaces et les modalités d'un nouveau dialogue social ;
- intégrer de manière effective le respect des Droits de l'Homme : l'Etat doit conformément aux principes fondateurs des principes directeurs relatifs aux Droits de l'Homme des Nations Unies :
 - protéger lorsque « des tiers, y compris des entreprises, portent atteinte aux droits de l'homme sur leur territoire et/ ou sous leur juridiction » ;

- prendre les mesures appropriées pour empêcher ces atteintes, et lorsqu'elles se produisent, enquêter à leur sujet, en punir les auteurs, et les réparer par le biais de politiques, de lois, de règles et de procédures judiciaires.

2. Recommandations spécifiques à l'Etat dans ses rôles de promoteur et d'acteur

L'Etat marocain, fort de ses acquis institutionnels, de ses engagements internationaux aux principes directeurs, est le garant de l'impulsion première quant à l'adhésion des différentes typologies de parties prenantes. Son rôle se situe à trois niveaux complémentaires : dans le fonctionnement de ses instances, dans les missions et les différents projets et réformes engagées et au sein de sa sphère d'influence.

a) Etat promoteur de la RSO

- faire de l'état le promoteur de la gouvernance de la RSO : généraliser la prévention des discriminations et promouvoir l'égalité au moyen de mesures destinées à renforcer le cadre légal de prévention et les sanctions contre les discriminations (rapprochement du code de travail avec les articles 100 et 111 de l'OIT ratifiés par la Maroc, application renforcée du droit du travail, réduction des inégalités de traitement relatives au handicap, au genre et la parité, au travail forcé, au travail des enfants, meilleure allocation des ressources pour les agents d'Etat etc.)
- mettre en place un Forum national du développement durable et de la responsabilité sociétale : cette instance consultative agira en tant que point focal national défini par les pouvoirs publics en concertation avec les parties prenantes qui la composent ; elle aura pour prérogatives :
 - d'assurer un devoir de promotion et de catalyseur des pratiques du développement durable et de la responsabilité sociétale auprès de l'ensemble des franges de la société conformément aux principes définis par le présent rapport ;
 - d'assurer et de renforcer la concertation entre les parties prenantes en vue de favoriser la démocratie participative et la responsabilité sociétale ;
 - d'évaluer le niveau d'ancrage de cette approche, d'identifier des champs d'actions durables innovants et de diffuser les bonnes pratiques nationales et internationales.
- la composition de cette instance refléterait l'importance du maillage et des synergies nécessaires à sa réussite ; ses membres seraient ainsi représentatifs de divers groupes de parties prenantes représentant les pouvoirs publics, les acteurs économiques, les partenaires sociaux, la société civile et les experts et académiciens. Conformément à la politique de la régionalisation avancée et des principes de la déconcentration, des relais régionaux du Forum permettront de promouvoir des démarches RSO au plus proche des attentes spécifiques à chaque territoire ;

- impulser les principes de l'investissement socialement responsable : Les autorités publiques et les autorités de régulation financière devraient se doter d'un cadre clair pour impulser les principes de l'investissement socialement responsable et ce en adoptant des outils réglementaires et des référentiels en phase avec les références internationales.

b) Etat acteur de la RSO

En plus de son rôle de promoteur et de catalyseur, l'Etat ne peut ignorer dans sa gouvernance et sa gestion les principes de la RSO, conformément aux nombreux engagements pris par le Royaume. Les recommandations dans ce volet portent sur la mise en œuvre effective de ces engagements en encourageant l'Etat à assurer, évaluer et rendre compte du fonctionnement de ses instances par le prisme de sa responsabilité économique, sociale et environnementale. Cela repose sur une application concrète des principes d'éco-responsabilité et de responsabilité sociétale en mettant en place une charte de l'Administration responsable. Le principe d'éco-responsabilité se traduit par la diminution du volume et l'amélioration de la qualité de la commande publique, en vue de réduire l'impact sur l'environnement ainsi que par l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, ou de gestion des déchets, entre autres. Aussi, le principe de responsabilité sociétale de l'Etat employeur se traduit par la fixation d'objectifs élevés en ce qui concerne le respect des droits fondamentaux de la personne au travail, l'intégration et le maintien dans l'emploi des personnes en situation d'handicap et la parité professionnelle.

3. Recommandation spécifiques au tissu économique

Il est désormais admis que le tissu économique, public comme privé, se doit d'anticiper ses incidences négatives, sociales comme environnementales. Si le changement de paradigme vers la durabilité est en soi un immense changement de posture pour de nombreuses entreprises, force est de constater que la RSE, démarche pourtant volontaire est aujourd'hui vécue par de nombreuses entreprises comme un préalable nécessaire à un développement pérenne, respectueux des hommes et de l'environnement.

L'intégration de la responsabilité sociétale et son appropriation par les organisations s'opère donc inévitablement par un devoir de sensibilisation et d'information et ce, afin de préciser les concepts et les principes souvent jugés complexes. La sensibilisation et la communication tendent à attirer l'attention des organisations sur la responsabilité sociétale en tant qu'outil visant au développement économique, social et environnemental porteur de démarche qualité, d'anticipation des attentes des parties prenantes, de cohésion sociétale et d'impacts sur le tissu local et le patrimoine naturel.

Enfin, l'information relative aux principes de la responsabilité sociétale ne doit pas omettre de véhiculer les différentes facettes du concept qu'ils soient éthiques, stratégiques, économiques ou sociaux. Ces actions doivent se déployer à l'échelle régionale pour impulser la création d'écosystèmes vertueux, engager un dialogue pluri-acteurs (pouvoirs publics, tissu économique, partenaires sociaux, média, société civile) et apporter des réponses aux spécificités du dit territoire.

a) Recommandations transverses qui touchent l'ensemble du tissu économique :

- conduire le changement vers la RSO par la mobilisation du milieu académique et l'encouragement des démarches de mécénat créatrices de valeur ;
- institutionnaliser des engagements volontaires entre l'Etat et les fédérations professionnelles ;
- réaliser des monographies sectorielles pour évaluer les enjeux sociaux et environnementaux par secteur et mettre en place des indicateurs de mesure ;
- engager des partenariats forts et renforcer la mobilisation autour de la responsabilité sociétale ;
- rendre effectives les orientations de la législation pour l'écolabel et impulser la création d'un label social ;
- soutenir le label RSE de la CGEM, en évaluer l'impact depuis sa mise en place et élargir son périmètre à la notion de valeur partagée ;
- encourager l'adhésion des entreprises par la catégorisation, favoriser les nouvelles formes d'entrepreneuriats inclusifs et activer des voies de recours effectives ;
- encourager les entreprises à la publication d'un reporting intégré.

b) Recommandations spécifiques aux entreprises publiques

- s'appuyer sur le Code marocain de bonnes pratiques de gouvernance des entreprises et établissements publics comme porte d'entrée de ces derniers à la RSO ;
- inscrire la RSO dans l'agenda des conseils d'administration des entreprises publiques ;
- systématiser le dialogue avec les parties prenantes en amont et tout au long du cycle des projets ;
- engager les entreprises publiques à rendre compte de leurs engagements par la réédition des comptes extra-financiers ;
- intégrer l'ensemble de la chaîne de valeur et d'approvisionnement en encourageant les pouvoirs publics à exercer leur devoir d'influence et les entreprises publiques et privées à mettre en place des politiques d'achats responsables et à mobiliser les fournisseurs et prestataires de service autour de relations mutuellement bénéfiques à travers un soutien technique et/ou financier dans le cadre du respect des lois existantes.

c) Mesures spécifiques aux PME pour la mise en œuvre de stratégies RSE

- intégrer une démarche de vulgarisation des concepts et principes relatifs à l'appropriation et la mise en œuvre de concept du développement durable et de la RSO au sein de la PME. La création d'une plateforme en ligne peut constituer un outil efficace pour accroître la visibilité des bénéficiaires, enjeux, formations, conseils, outils d'auto-formation et d'évaluation, PME responsables ayant des expériences réussies, bonnes pratiques etc ;
- maintenir les efforts de sensibilisation, de suivi et de renforcement de capacités des managers RSE ;

- étendre l'implication de l'ANPME pour promouvoir les bénéfiques de cette approche et participer ainsi à l'impulsion des démarches responsables au sein des PME et de leur chaîne d'approvisionnement.

4. Recommandations envers la société civile

- renforcer les organisations de la société civile en palliant à leurs défaillances, notamment en les dotant de moyens humains et financiers suffisants et en encourageant le partenariat public, privé, société civile ;
- encourager les pouvoirs publics à créer un label d'association responsable comme gage d'efficacité, de transparence et d'impact positif généré.

5. Recommandations envers les partenaires sociaux

- outiller les centrales syndicales des principes de la RSO comme vecteur d'efficacité en interne ;
- faire de l'action syndicale un outil de la progression de la RSO à l'intérieur des entreprises ;
- encourager les syndicats à former et à nommer des « référents RSO » dont le rôle est de contribuer au développement des bonnes pratiques RSO au sein des entreprises et de les accompagner dans des politiques plus inclusives et performantes à travers le prisme de la RSO, notamment dans le cadre des comités entreprise, CHS, conformément au code de travail.

6. Recommandations spécifiques aux territoires

Les territoires occupent une place privilégiée dans les stratégies de développement durable puisque c'est à l'échelle du « local » que s'expriment les impulsions visant à un développement inclusif.

L'intégration des enjeux du développement durable à la dimension territoriale, notamment régionale, permet d'assurer une meilleure articulation des mesures initiées par les différents niveaux de décision territoriaux et de favoriser la mobilisation des parties prenantes au profit d'un développement humain, durable et équilibré des territoires.

C'est également à l'échelle des territoires que s'exercent les compromis entre les enjeux économiques sociaux et environnementaux et que s'expérimentent les nouveaux fonctionnements de la durabilité et avec la régionalisation avancée, l'intégration des enjeux du développement durable constitue un vivier d'opportunités important pour favoriser le développement inclusif des régions et s'engager dans la voie de l'innovation territoriale. Dans ce sens, il est recommandé de :

- opter pour un management de la durabilité appliqué aux territoires conformément au cadre législatif et de renforcer les compétences relatives au concept et principes du développement durable et de la RSO des élus et des acteurs publics ;
- engager des actions durables adaptées aux spécificités de chaque territoire ;

- favoriser l'approche participative et renforcer les mécanismes de concertation et co-construction ;
- s'appuyer sur le potentiel de création de valeur de l'économie sociale et solidaire ;
- œuvrer pour l'égalité en luttant contre les discriminations ;
- faire converger les intérêts des opérateurs avec les stratégies des communes et des collectivités pour le développement territorial ;
- favoriser l'innovation territoriale et participer à résoudre les enjeux sociaux clés.

Avis

du Conseil Economique, Social et Environnemental

Développement du monde rural, défis et perspectives

Auto-Saisine n°01/2017

Conformément à l'article 6 de la loi organique n° 128-12 relative à son organisation et à son fonctionnement, Le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) s'est autosaisi, en date du 9 juin 2016 afin de préparer un rapport et avis sur le thème relatif aux « développement du monde rural, défis et perspectives ».

Dans ce cadre, le bureau du Conseil a confié à la commission permanente chargée de la régionalisation avancée et développement rural et territorial la préparation d'un rapport sur le sujet.

Lors de sa 71^{ème} session ordinaire tenue le 23 février 2017, l'assemblée générale du Conseil Economique, Social et Environnemental a adopté ce rapport à l'unanimité, dont est extrait le présent avis.

Introduction

Conscient des enjeux socio-économiques et politiques que représente le monde rural et des difficultés qu'il rencontre, le Conseil a décidé dans le cadre d'une auto-saisine, de se pencher sur la question des défis du monde rural et les perspectives de son développement.

Plusieurs raisons ont motivé le choix de ce sujet, particulièrement l'ambition d'une émergence socio-économique durable et qui peut être entravée sans l'ancrage du monde rural dans la dynamique nationale. En d'autres termes, le faible niveau du développement humain des populations rurales, la persistance des inégalités socio-économiques, l'enclavement, la marginalisation et la pauvreté accentuée qui touche davantage les populations les plus vulnérables des campagnes marocaines constituent des freins et des situations à risques qu'il convient de juguler. De même, le monde rural est pourvoyeur de capitaux humains et renferme des gisements de richesses qu'il convient de mobiliser au service du développement durable de la nation.

En effet, les données et les chiffres montrent que malgré les nombreuses initiatives de développement et les efforts de la nation déployés par tous les acteurs intervenants face aux défis démographiques, de changements de modes de vie et de création d'emploi en milieu rural, la situation du monde rural demeure très inquiétante ; des disparités se manifestent aussi bien entre le monde rural dans sa globalité comparé au monde urbain qu'entre mondes ruraux, et notamment en matière d'accès aux services sociaux de base, d'infrastructures et d'équipements. Cela a pour effet l'accentuation de l'exode rural et de la pression sur les villes et par conséquent sur les terres à grande production agricole par le fait de l'urbanisation et donc de l'extension des villes et la recherche permanente des sécurités alimentaire et économique des personnes.

Ces différentes problématiques interpellent quant à l'efficacité et l'efficience des politiques publiques mises en place à ce jour, à la bonne gouvernance, à la convergence et cohérence des plans et programmes, à la vision stratégique nationale du développement du monde rural.

Le rapport, dont extrait le présent avis, se propose d'analyser les différentes facettes de ces problématiques et d'apporter des éléments de réponses à ces questions, dans la perspective d'inciter les pouvoirs publics à élaborer, en concertation avec tous les acteurs concernés et la participation effective des populations rurales, une nouvelle vision consacrée au développement du monde rural et qui sera centrée beaucoup plus sur la dimension humaine et pas seulement sur les équipements et les infrastructures de base.

Objectifs et méthodologie de travail

Cette auto-saisine se propose d'atteindre les objectifs principaux suivants :

- 1 – dresser un état des lieux de la situation du monde rural ;
- 2 – présenter une analyse approfondie des différentes problématiques du monde rural ;
- 3 – formuler des recommandations opérationnelles pour un développement durable du monde rural.

La démarche méthodologique adoptée pour l'élaboration de ce rapport, consiste à procéder à une analyse de l'état actuel de développement rural et de déceler les facteurs ayant entravé l'amélioration du cadre de vie de la population vivant en milieu rural de façon à mieux révéler les éléments manquants à une meilleure cohérence et intégration des stratégies et programmes dans leurs objectifs et au stade de leur mise en œuvre ainsi que les défis à relever pour la promotion d'un développement durable du monde rural.

Dans cette perspective, et en plus de la compilation des différents documents de référence sur le sujet traité, et conformément à sa démarche participative et de concertation élargie, le CESE a organisé des auditions des départements ministériels, d'établissements publics, des représentants de syndicats, des organisations professionnelles, de la société civile. Des personnes ressources internes et externes au Conseil ont été auditionnées pour éclairer les travaux de la commission ainsi que les organismes internationaux (FAO, FIDA).

Par ailleurs deux ateliers de travail ont été organisés avec des structures opérant sur le terrain et des organisations professionnelles ainsi que les organismes de financement des petits projets en milieu rural. Deux visites de terrain, la première à la région de l'Oriental et la deuxième à la région de Beni Mellal-Khénifra ont été organisés par la commission.

1. Considérant l'importance du monde rural au Maroc

Le monde rural constitue une préoccupation politique en raison de son importance démographique, sociale et économique. Il s'étend sur 90% de la superficie du Royaume et représente 40% de la population nationale. Il regroupe 85% (soit 1282 communes rurales sur 1503) des communes. 13% des communes rurales disposent d'un centre urbain¹ et on dénombre environ 33000 douars et centres ruraux.

Par ailleurs, la superficie des terres arables est d'environ 8,7 millions d'hectares² sur une superficie globale du Maroc de l'ordre de 71 millions d'hectares. Cette superficie est répartie en terres irriguées (1,5 million d'hectares) et en terres bour (7,2 millions d'hectares). A cela s'ajoute près 3 500 km de littoral avec un espace maritime d'environ 1,1 million de km². Les montagnes abritent 70% des ressources hydriques et couvrent 62% de la forêt marocaine (sans forêt alfatière) et foyers de la biodiversité d'environ 80% des espèces endémiques.

Le monde rural recèle 43% des actifs du pays et l'agriculture, composante importante du monde rural, couvre les besoins 65% des besoins en céréales, 96% des besoins en lait, 98% des besoins en viandes rouges, 100% des besoins volaille, 48% des besoins en sucre et 9% des besoins en huile³.

2. Considérant les efforts louables déployés par l'Etat

A travers la réalisation de projets et stratégies de développement en vue d'améliorer le niveau de vie des populations vivant dans le monde rural. A cet égard, il importe de citer les programmes entrepris en matière d'éducation (charte nationale d'éducation et de formation 2000-2013, programme des aides financières « Tayssir » , « Vision stratégique 2030 ») et programme de santé (plan national de la promotion de santé en milieu rural, stratégie sectorielle de la santé 2012-2016, programme d'approvisionnement groupé en eau potable des populations rurales (PAGER) et le programme d'électrification rurale global (PERG), le programme national des routes rurales (PNRR et PNRR2). Des programmes d'infrastructures numériques ont été également lancés durant ces dernières années.

D'autre part, des stratégies nationales de développement rural, ont été lancées, notamment la stratégie 2020 du développement rural fin des années 90, la stratégie de développement rural, partie agricole non incluse, en 2011, et des stratégies ayant une composante importante du rural, notamment le PMV, lancé en 2008, la « Vision 2020 du tourisme » et la « Vision 2015 de l'artisanat » et la stratégie du développement de l'espace rural et des zones de montagne élaborée en mars 2016. Ces plans et stratégies ont contribué à l'amélioration significative des infrastructures de base.

¹ Direction des statistiques, HCP, RGPH, 2014

² Rapport de synthèse, Assises nationales sur le thème « La politique foncière de l'Etat et son rôle dans le développement économique et social » Skhirat, 08 - 09 décembre 2015

³ Projet de loi de finances 2016, secteur agricole, ministère de l'agriculture et de la pêche maritime

Cependant, des efforts sont à déployés pour s'intéresser davantage aux zones les plus défavorisées en privilégiant l'élément humain.

3. S'inspirant de la démarche novatrice de l'Initiative nationale du développement humain

Avec ses forces et faiblesses, emmenant d'une volonté Royale, de l'Etat providence, l'INDH tente de combler les insuffisances de l'action gouvernementale et des élus en matière de développement humain et particulièrement la lutte contre la précarité et la vulnérabilité en milieu rural.

4. S'inscrivant dans le cadre du nouveau programme de lutte contre les disparités territoriales et sociales dans le monde rural,

Conçu pour résorber le déficit enregistré dans le monde rural en matière d'infrastructures et de services sociaux de base, élaboré à partir d'un diagnostic territorial, basé sur la participation et l'implication des acteurs concernés au niveau local, régional et national et identifiant 29 000 douars, souffrant d'un déficit des services sociaux de base (enseignement, santé, eau, électricité, routes rurales,...) au niveau de 1 253 communes rurales relevant de 73 provinces et préfectures et de 20 800 projets pour 12 millions de bénéficiaires avec un montant global d'investissement de 50 milliards de dh.

5. S'inscrivant dans la nouvelle organisation territoriale

Reconnaissant la prééminence de la région, devenue donc l'espace idoine pour la promotion du développement du monde rural et le président de la région dispose désormais des instruments juridiques forts pour le développement de la région, il s'agit entre autre des programmes de développement régionaux (PDR) et les Schémas régionaux d'aménagement du territoire (SRAT). Ainsi que les Programmes d'actions communaux (PAC) et les Programmes de Développement des Provinces et Préfectures (PDPP) stipulés⁴ par les dispositions de la loi organique n° 112-14 sur les provinces et préfectures et de celle n° 113-14 relative aux communes.

6. Partant des éléments de constats et d'analyse

Les efforts déployés par les pouvoirs publics en matière de développement et de promotion sociale, ont enregistré, ces dernières années des progrès perceptibles, attestés par une légère évolution positive de certains indicateurs notamment d'accès à l'éducation, aux infrastructures et services de base, a juste titre, l'espérance de vie à la naissance est passé de 47 ans en 1962 (57 en milieu urbain et 43 en milieu rural) à 75,5 ans en 2014 (77,8 ans en milieu urbain et 72,6 ans en milieu rural), le système éducatif a progressé sur le plan de l'élargissement de l'accès à la scolarisation, (ex : le taux de scolarisation des enfants de 6 à 11 ans est passé en milieu rural durant la période 2014-2015 de 95,9% à 98,3%), le taux d'accès à l'eau potable atteint 95% en 2014, contre 14% en 1995 et celui d'accès à l'électricité 96,5%, en 2014 contre 18% en 1995, de même, le taux d'accès de la population au réseau routier a atteint 85% à juillet 2016.

Toutefois, ces efforts n'ont réduit ni les inégalités de manière générale⁴, ni les inégalités de développement existantes entre le monde urbain et le monde rural et entre homme/femme. Ils n'ont renforcé que les équipements en négligeant souvent l'élément humain. Ainsi le développement humain continue de se faire à deux vitesses et les progrès sectoriels enregistrés, notamment en matière de santé et d'éducation et d'infrastructure, sont constamment meilleurs en milieu urbain. Cela s'observe au niveau de la pauvreté et de la précarité qui demeurent encore élevé dans le monde rural 79,4% des personnes pauvres et 64% des personnes vulnérables et 47,7% taux d'analphabétisme en milieu rural contre 22,2% pour l'urbain pour la population âgée de 10 ans et plus, et 56% de la population vivant dans les zones montagneuses sont analphabètes.

La transition démographique qu'a connue le Maroc ses dernières années a été accompagnée par une transformation profonde du territoire marocain, qui s'est manifestée par le développement accéléré et anarchique de nouvelles villes aux alentours des grandes villes en l'absence d'une politique intégrée d'aménagement de ces espaces tenant compte des mutations et changements socioéconomique des populations rurales. Ainsi les zones périurbaines ont subi et continuent de subir une forte pression foncière et démographique avec tous les problèmes et risques que peut engendrer la concentration de populations hétérogènes et souvent pauvres sur un territoire.

Autres facteurs souvent interdépendants sont susceptibles d'impacter le développement socio-économique futur du monde rural. Il s'agit notamment :

- le vieillissement de la population rurale (9,7%⁵ de la population rurale, estimée à 13,5 millions d'habitants, sont âgées de 60 ans et plus) ;
- la féminisation progressive et croissante du travail agricole en monde rural ;
- l'accroissement de l'exode rural : les plus jeunes et les plus instruits quittent le monde rural ce qui implique que l'agriculture pour les jeunes reste comme un recours de dernier ressort lorsqu'ils ne trouvent pas d'autres moyens de subsister ;
- l'avènement dans les zones riches et à forte potentialité agricole d'une nouvelle catégorie d'agriculteurs « agro-citadins » attirés par la défiscalisation du secteur, coïncidant avec le lancement du Plan Maroc Vert ;
- la mécanisation (modernisation) de l'agriculture ;
- le morcellement des terres (héritage, etc.) et l'augmentation des superficies de moins de 5Ha ;
- la faiblesse de la production agricole notamment dans les années de sécheresses et l'insuffisance en matière de création et de diversification des activités non agricoles ;
- l'intégration de l'approche genre dans la planification stratégique qui demeure limitée puisque les politiques publiques ne fournissent pas toujours des mécanismes opérationnels et accessibles aux femmes. De même sur le plan de l'autonomisation économique, les femmes continuent d'être touchées par la pauvreté et l'exclusion, la discrimination et l'exploitation de manière disproportionnée particulièrement en milieu rural. La discrimination entrave l'accès aux ressources de production financières (revenu, épargne⁴, crédit) physiques (accès à la terre, au logement, à la technologie,...) ;

⁴ Selon le HCP, l'indice de GINI est passé de 0,393 en 1991 à 0,388 en 2014

⁵ RGPH,HCP, 2014

- la dimension mobilité sociale intergénérationnelle qui se rapporte aux déplacements des individus sur l'échelle sociale d'une génération à une autre et qui demeure l'un des facteurs de blocage au développement particulièrement du monde rural.

Accès aux services publics sociaux de base et aux infrastructures

L'analyse de données ayant trait au développement des services et infrastructures en faveur des populations rurales souligne ce qui suit :

- le réseau des établissements de soins de santé de base (ESSB) souffre d'un manque de coordination et de communication avec le secteur hospitalier, de l'absence d'une carte sanitaire opposable aux deux secteurs public et privé. Le schéma actuel d'organisation du réseau d'ESSB a atteint ses limites. La logique d'intervention en matière de couverture sanitaire, fondée sur la construction d'ESSB dans quasiment toutes les communes rurales, sans tenir compte du manque de ressources humaines, matérielles et financières ... a conduit à la situation actuelle dans laquelle plusieurs centres de santé sont actuellement fermés et de nombreux établissements sont très peu fréquentés. Les déterminants de la santé (hygiène, accès à l'eau potable, accès aux soins, vaccination ...) sont à améliorer en ciblant les régions défavorisées et les populations pauvres ou vulnérables ;
- de même, seul 32% de la population rurale bénéficie d'une couverture médicale et 23% des ruraux bénéficient de l'AMO (76% en milieu urbain) et 48% des populations rurales disposent d'une carte RAMED (contre 52% en milieu urbain) ;
- le système d'éducation et de formation connaît de grandes inégalités sociales, territoriales (urbain-rural) et de genre et l'enseignement primaire et préscolaire demeure faiblement développé, alors qu'en milieu urbain, il est plus développé et de plus en plus assuré par le secteur privé. Le taux de redoublement et d'abandon scolaire trop élevé notamment pour l'enseignement secondaire au niveau des collèges et lycées. Le Maroc gaspille entre 8 et 9 milliards de DH annuellement entre déperdition scolaire et redoublement ;
- les écoles communautaires présentées comme principale alternative pour améliorer le taux de rétention des enfants à l'école ont besoin d'une évaluation à mi-parcours. A cela s'ajoute une carence en matière d'intégration des actions des différents intervenants (équipements, infrastructures, l'électrification, l'eau potable, les routes, la médecine préventive, ...);
- le taux d'accès à l'eau potable est de 95% (2014) contre 14% lors du lancement du programme en 1995, mais l'accès de la population à l'eau potable au réseau ne dépasse pas 55,3% fin 2014, et les branchements à domicile ne représentent que 39,7%. 3,5 millions de personnes ne bénéficient toujours pas d'un approvisionnement régulier. Les tarifs appliqués constituent un frein à la généralisation de l'accès à l'eau potable en milieu rural, à cause des faibles revenus des populations rurales. Le faible raccordement au réseau d'assainissement pose

aussi de vrais problèmes sanitaires et environnementaux graves surtout au niveau des centres ruraux émergents ;

- s'agissant de l'électricité, le taux d'accès à l'électrification rurale est passé de 18% (1995) à 96,5% (2014). Mais environ 1,3 millions de personnes, ne bénéficient toujours pas de raccordement au réseau électrique ;
- en ce qui concerne l'habitat rural, il est caractérisé par la forte dispersion du logement en milieu rural et par le manque des conditions sanitaires décentes et un service minimum de base. Les centres ruraux implantés sans plan d'aménagement dans la majorité des cas souffrent également des problèmes d'assainissement et des infrastructures leurs permettant de jouer pleinement leurs rôles en tant qu'espace de vie sociale, économique et culturelle, de création de richesses et d'emploi. En outre, les souks hebdomadaires implantés dans la plupart des communes rurales ne sont toujours pas aménagés et réhabilités en tant qu'espace de vie des populations rurales, de rencontres et d'échanges sur le plan culturel, social et économique ;
- par ailleurs, des efforts importants ont été déployés au cours des 20 dernières années permettant ainsi de développer le réseau routier ((PNRR1), (PNRR2). Toutefois, la multiplication des intervenants notamment au niveau local, régional et national pose le problème de coordination et de cohérence des programmes visant à désenclaver le monde rural. Les routes non classées et les pistes rurales qui sont les plus utilisées en milieu rural, nécessitent la mise en place d'un dispositif qui assure à la fois la construction et surtout l'entretien de ces routes, en définissant et clarifiant la responsabilité de la gestion de ces routes (entretien, surveillance, signalétique, ouvrages d'art ...) en respectant les normes en vigueur ;
- des programmes d'infrastructures numériques ont été également lancés durant ces dernières années, mais l'accès à l'information et aux moyens de communication en milieu rural demeure encore très limité.

Leviers d'action importants à valoriser pour la promotion de l'économie rurale

Le dynamisme de l'économie rurale requiert la création des opportunités économiques autour de secteurs porteurs afin de procurer un revenu satisfaisant renforçant le pouvoir d'achat des populations rurales.

Cette dynamique, ne devrait pas se limiter à l'agriculture seule car avec les changements et mutations socio-économiques marquant le paysage marocain et ses campagnes, il s'avère opportun de favoriser le développement des synergies avec d'autres secteurs pourvoyeurs de richesses et d'emplois comme la pêche, le tourisme rural et l'artisanat pour redynamiser et développer l'économie du monde rural.

Une agriculture à redynamiser pour intégrer les spécificités et les mutations nouvelles du monde rural

Le secteur agricole au Maroc est l'un des moteurs essentiels du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Sa contribution au PIB national varie en fonction des années, selon HCP, elle est passée de 13,3% en 2013, à 13,7% en 2015. Il emploie 40% de la population active, constitue une source de revenu pour 80% de la population rurale et participe annuellement à hauteur de 11% de la valeur totale des exportations⁶.

Depuis le lancement de la stratégie agricole Plan Maroc Vert en 2008, le secteur agricole a enregistré des améliorations importantes car, la contribution de l'agriculture à la croissance, est passée de 6% durant la période 2000-2007 à 20% durant la période 2008-2015. Le taux de croissance annuel moyen s'est hissé à +6,7% pour la même période contre +3,9% pour le reste de l'économie nationale⁷.

Par ailleurs, le PMV a contribué à l'amélioration de l'agriculture marocaine notamment en termes de budget d'investissement, les résultats probants réalisés montrent que l'investissement agricole a été multiplié par 1,7 entre 2008 et 2014, avec une hausse de 34 % des exportations agro-alimentaires depuis 2008. Dans ce cadre, le Maroc occupe actuellement les rangs de 1^{er} exportateur mondial de Câpre, haricots verts et huile d'Argan, 3^{ème} exportateur de conserves d'olives et 4^{ème} exportateurs de clémentines et de tomates⁸.

L'agriculture solidaire elle aussi a enregistré des améliorations significatives notamment par la réalisation des projets de développement pilier II, dont le nombre de bénéficiaires ciblé par les 700 projets lancés depuis 2010 avoisine les 767 000 et les superficies concernées dépassent les 800.000 hectares. Des mesures de soutiens et d'accompagnement en faveur de l'agriculture solidaire ont été mises en place pour conforter les petits agriculteurs on cite notamment l'assurance multirisque, les subventions octroyées dans le cadre du Fonds de développement Agricole (FDA), l'opération d'agrégation, etc.

Le développement et la commercialisation des produits du terroir ont eu une attention particulière durant ces dernières années en vue de soutenir les coopératives féminines, les groupements d'exploitants et les associations de l'économie sociale et solidaire. Toutefois, le contrôle de la qualité de ces produits devrait être renforcé en vue de les valoriser et d'améliorer leur commercialisation.

En dépit des progrès enregistrés en matière de production, des efforts sont à déployer afin de renforcer la résilience particulièrement des petits et moyens agriculteurs moyennant l'amélioration de et la diversification de leurs sources de revenus. L'agriculture solidaire qui touche principalement les petits agriculteurs devrait bénéficier davantage du soutien financier et d'accompagnement afin de lutter contre la pauvreté en milieu rural en augmentant significativement le revenu agricole dans les zones les plus défavorisées.

S'agissant des volets ayant traités à l'encadrement de proximité, sensibilisation, formation des agriculteurs et jeunes exploitants, des insuffisances ont été révélées sur le terrain dans ces domaines. Ces volets nécessitent, en conséquence, plus d'effort et d'accompagnement dans la perspective d'encourager les initiatives et d'améliorer les connaissances et le savoir-faire local des agriculteurs et les aider à développer leurs pratiques agricoles et diversifier leurs productions.

Les changements sociaux, démographiques, économiques, territoriaux et climatiques et leurs effets sur les modes de vie des populations rurales, interpellent aujourd'hui l'ensemble des acteurs opérant dans le domaine du développement rural. La prise en compte de ces nouvelles mutations et changements dans une vision rénovée à prévoir pour un développement durable du monde rural exige de relever les défis majeurs suivants :

- le foncier agricole constitue un vrai problème et des litiges persistent encore limitant ainsi une meilleure exploitation des terres agricoles ;
- la commercialisation des productions pose encore énormément de difficultés d'accès aux marchés ;
- la faiblesse de l'organisation et la réglementation de circuits d'approvisionnement des intrants et des produits phytosanitaires et produits chimiques ;
- la gestion rationnelle de la ressource en eau interpelle les intervenants au niveau local, régional et national, particulièrement avec la rareté de cette ressource et la faiblesse et l'irrégularité de la pluviométrie. Le renforcement des programmes de réhabilitation et d'aménagement des réseaux d'irrigation traditionnels (séguia, khattara,...) et la mise en place de barrages collinaires (stockage des eaux de surface et de ruissellement lors d'une année pluvieuse) aideront mieux à valoriser la ressource eau ;
- phénomène d'analphabétisme des agriculteurs et des ruraux en général qui reste l'un des défis majeurs à relever ;
- faiblesse en matière de transformation des productions agricoles, la commission parlementaire (Chambre des conseillers) dans son rapport de juillet 2016 sur l'évaluation des politiques publiques y compris le PMV a souligné que les unités-agroindustrielles ne représentent que 24% de l'ensemble du tissu industriel marocain ;
- la sécurité alimentaire principalement de certaines denrées le sucre, les huiles et le blé tendre pourra constituer un sérieux défi dans l'avenir ;
- des insuffisances accrues en matière de développement des activités non agricoles en milieu rural, notamment les services liés à l'agriculture et à l'usage commercial.

⁶ Agence pour le Développement Agricole/MAPM

⁷ Rapport économique et financier, projet de loi de finances pour l'année budgétaire 2016, ministère de l'économie et des finances

⁸ 8ème édition des Assises de l'Agriculture, Meknès avril 2015 (<http://www.agriculture.gov.ma/pages/actualites/8ieme-edition-des-assises-de-l%E2%80%99agriculture>)

Pour un nouvel élan de la recherche agronomique et de l'innovation technologique et sociale adapté aux zones défavorisées du monde rural

La recherche scientifique, l'innovation technologique et sociale constituent et constitueront de façon accrue des outils indispensables pour le développement de l'agriculture, de la pêche et plus généralement du monde rural. Dans ces domaines, le Maroc devra affronter des défis, déjà bien cernés par le PMV (plan Maroc Vert) et par les initiatives marocaines à la COP 22 (triple A) mais qui ne pourront être relevés sans un nouvel effort de recherche privée et publique significatif sur plusieurs plans :

- Adaptation aux effets du changement climatique et réduction de ses impacts négatifs ;
- Durcissement de la compétition internationale exigeant des efforts de productivité et une montée en gamme dans la transformation des produits de base ;
- Prise en compte des contraintes environnementales et des critères de soutenabilité dans les méthodes agricoles ;
- Développement des produits de terroir exigeant une stabilisation et une traçabilité des critères de qualité ;
- Développement d'une gestion rentable des déchets et de toutes les filières d'économie circulaire ;
- Recherche de formes de coopérations et de solidarités privées et publiques permettant de soutenir des politiques cohérentes à l'échelle d'un terroir, d'une région, d'un bassin etc.

Ces défis concernent toutes les activités agricoles ainsi que toutes celles relatives à des ressources naturelles, mais il importe de souligner les difficultés spécifiques rencontrées dans le monde rural le plus défavorisé, bien ciblé par le pilier II du PMV.

Le CESE considère qu'il est impératif de donner un nouvel élan au dispositif national marocain de recherche agronomique. La recherche scientifique et l'innovation technologique et sociale doivent être mises au service d'une politique inclusive en faveur du développement du monde rural défavorisé qui est aujourd'hui particulièrement vulnérable à tous les défis que connaît le monde agricole et dont la situation pourrait encore s'aggraver.

En effet, en dépit des avancées et acquis enregistrés dans le domaine de la recherche, ce dernier souffre des insuffisances en matière de renforcement de l'innovation technologique et sociale au profit de l'agriculture et du monde rural. La recherche scientifique en tant que véritable levier de toute politique du développement nécessitera le renforcement des ressources humaines et financières des instituts et écoles de recherche et d'enseignement supérieur et la consolidation des relations entre tous les acteurs opérant dans le domaine la recherche-action ainsi qu'en matière de sociologie rurale.

Dans cette perspective, les efforts de développement d'un système formel de recherche scientifique et de développement technologique devraient s'appuyer davantage sur les savoir-faire informels du terrain et les solutions créatives développées par les petits exploitants et qui contribuent significativement à l'amélioration de la productivité et du bien-être des populations du monde rural. Pour ce faire, il conviendrait de mener des actions de proximité en faveur des exploitants et

notamment des jeunes, via des formations adaptées : procédés agricoles, techniques de transformation, entrepreneuriat, gestion etc. A cet égard, la promotion de la création de start-ups par les jeunes en partenariat avec les universités et les écoles, dans un environnement propice, favoriseraient l'émergence d'un tissu économique et technologique agricole local. L'Etat et notamment la région devraient aussi garantir l'essor des initiatives locales (produits et services agricoles, normalisation, commercialisation ...) par l'accompagnement dans la recherche de débouchés, l'acquisition de nouveaux marchés et l'exercice d'un meilleur contrôle sur les importations et distributions illégales.

Enfin, le développement durable du monde rural ne devrait pas se limiter à l'innovation dans le seul domaine de l'agriculture mais devrait s'étendre à d'autres domaines de l'économie, de l'environnement et de la vie socioculturelle des populations et qui recèlent des gisements de création de richesses et d'emplois.

Secteur de la pêche : Potentialités importantes à valoriser au profit des populations rurales

En raison de son importance sur le plan économique et social, le secteur de la pêche devrait accorder une attention particulière aux populations vivant en milieu rural. La pêche artisanale, qui touche principalement les petits pêcheurs relevant en majorité des communes rurales, a occupé une place importante dans la stratégie halieutis. Des actions (Amélioration des conditions de vie et de travail des marins de la pêche artisanale, formation, organisation en coopératives et encadrement, ...) ont été réalisées au profit des populations de ces communes.

La promotion et la diversification des activités autour des produits de la mer (tourisme, algoculture, collecte des algues, ostréiculture, aquaculture, ...) et de l'entrepreneuriat chez les pêcheurs artisans sont des créneaux à développer pour créer de l'emploi en milieu rural au profit des populations proches des zones côtières et à améliorer leurs conditions de vie, particulièrement dans certains villages de pêcheurs.

Le soutien des activités de transformation et de valorisation de la pêche et des produits de la mer en accordant la propriété à la gestion responsable du secteur de la pêche permettront de renforcer le rôle futur de l'économie bleue.

Un potentiel du tourisme rural et d'artisanat insuffisamment valorisé

Considéré parmi les secteurs prioritaires de l'économie nationale depuis les années soixante, le secteur touristique est devenu aujourd'hui un domaine vital contribuant à la création de richesses, d'emploi et source génératrice de devises du pays.

Le monde rural dispose des ressources importantes, mais le développement du tourisme rural, demeure sous-exploité. Des difficultés restent à résorber notamment, l'absence de pôles de compétitivité (cluster) ; l'absence de circuits intégrés et thématiques (différenciation, visibilité, etc.) ; faible taux d'accompagnement sur le plan de la qualité, de la performance opérationnelle et l'appui à la création des TPE et PME (accès au financement et aux marchés). De même, les savoir-faire locaux et les acteurs de l'économie sociale et solidaire ont jusqu'ici été peu valorisés.

Partant de la Stratégie touristique nationale «vision 2020» qui vise entre autre à valoriser les ressources naturelles et rurales tout en les préservant, et à veiller au respect de l'authenticité socioculturelle des communautés d'accueil en leur offrant des avantages socioéconomiques, et pour mieux exploiter les richesses et potentialités du monde rural dans ce domaine, les actions suivantes devront être prises en considération lors de l'élaboration des projets destinés au développement du tourisme rural :

- l'encouragement de l'animation touristique en milieu rural et le développement de la « marque région et /ou localité » pour attirer plus de touristes. Il s'agit aussi de renforcer la capacité d'hébergement en milieu rural et d'améliorer la restauration surtout en termes d'hygiène et de qualité en agissant sur le volet formation et en sensibilisant davantage les responsables de ce secteur et ses collaborateurs ;
- la valorisation des circuits touristiques déjà existants, en prenant en compte les régions peu connues qui ont des potentialités importantes et variées, dans la mesure de les faire bénéficier des mêmes avantages en matière de développement que celles des zones déjà connues et ayant profité des projets dans ce domaine ;
- le développement des projets du développement du tourisme rural en agissant sur une offre intégrée regroupant toute la chaîne à savoir : l'hébergement, la restauration, l'animation, les équipements touristiques, l'achat des produits de terroir sur place dans des centres et boutiques d'exposition, visite des circuits touristiques, encouragement de nouveaux types d'hébergement chez l'habitant,.... ;
- la participation effective des acteurs locaux, de la société civile et de la population rurale bénéficiaire des projets et plans d'action proposés pour le développement du tourisme rural ;
- le renforcement de la communication particulièrement sur les produits touristiques en milieu rural à travers le développement des sites touristiques spécifiques pour chaque produit et l'amélioration de l'accessibilité via les nouvelles technologies de l'information ;
- le renforcement du système de gouvernance des actions touristiques visant le développement du tourisme rural et la mobilisation à temps des moyens de financement prévus pour l'exécution de ces actions.

L'artisanat demeure un secteur important pour la dynamisation de l'économie rurale. Est un levier essentiel pour la promotion du développement du monde rural en raison de son importance dans l'amélioration des revenus des artisans ruraux et la création de l'emploi de la majorité des ruraux exerçant le métier d'artisan.

Dans le cadre la nouvelle stratégie nationale baptisée « vision 2015 » pour le développement de l'artisanat marocain lancé en 2005, deux cibles ont été identifiées pour améliorer la commercialisation des produits mono-artisans ruraux ; le tourisme rural, visant à intégrer les espaces d'artisanat dans les circuits du tourisme rural et la clientèle nationale de proximité.

Malgré les efforts entrepris par les acteurs dans ce domaine, des défis restent posés, il s'agit de l'insuffisance de la formation et la lutte contre l'alphabétisation des mono-artisans, le manque de renforcement de la production artisanale rurale. Les conditions sociales des artisans posent encore des difficultés (couverture sociale des artisans et particulièrement ceux du monde rural). Ainsi, que l'insuffisance d'espaces pour l'organisation de rencontres régulières entre mono-artisans ruraux (regroupés en coopératives) et la faible intégration des artisans du milieu rural dans l'économie sociale et solidaire.

Trois leviers, au moins, méritent d'être renforcés pour mieux améliorer l'artisanat dans le monde rural, il s'agit de la formation et la lutte contre l'alphabétisation des mono-artisans, le renforcement de la production artisanale rurale et l'amélioration des conditions sociales des artisans ruraux.

Enfin, il s'est avéré fondamental d'assurer aux artisans ruraux notamment les femmes, l'accompagnement nécessaire pour améliorer leurs revenus à travers l'exploitation rationnelle des projets réalisés. De même, l'encouragement et le soutien des acteurs de l'économie sociale et solidaire à s'investir davantage dans le développement de l'artisanat rural aideront à exploiter la diversité et la richesse dont disposent les campagnes marocaines.

Promotion des activités culturelles et sportives en milieu rural

A l'instar des petites villes et les villes moyennes, le monde rural enregistre un déficit considérable en matière d'infrastructures et équipements culturels et sportifs notamment par rapport à leurs nombres, à leurs tailles et aux prestations qu'ils offrent aux populations. La création de ces équipements en milieu rural dépourvu pratiquement d'installations sportives et culturelles devrait obéir à plusieurs facteurs généralement, l'implication des acteurs locaux, la proximité aux populations bénéficiaires et leur gestion rationnelle pour les empêcher de devenir des lieux déserts. De par son importance en tant que lieux et cadre de vie des citoyens, ces infrastructures culturelles et sportives contribuent à l'épanouissement personnel des jeunes ruraux et les aideront à s'insérer rapidement dans la vie active.

L'installation des infrastructures nécessite de relever le défi de les faire exister et de les maintenir en tant que leviers de l'inclusion sociale pouvant contribuer à ancrer les valeurs de la cohobation et de la solidarité, à favoriser la création et la diffusion de la culture et à protéger les liens sociaux entre les différentes catégories des populations rurales. De même, le développement des manifestations culturelles et sportives (ex : festivals, compétitions, arts populaires spécifique à chaque région et localité) ont un rôle important pour dynamiser les activités de loisirs et promouvoir le développement économique et social des centres ruraux.

Préservation des ressources naturelles, gestion durable de la biodiversité et adaptation au changement climatique

Le monde rural marocain recèle un gisement considérable des ressources naturelles peu exploitées et parfois mal gérées. La préservation de ces ressources et la promotion d'un environnement sain sont devenues une nécessité urgente et impose aux décideurs et acteurs de la société civile une nouvelle vision et une gestion rationnelle et prospective qu'il s'agit de placer parmi les priorités de la politique de développement du pays.

La gestion durable des ressources naturelles est actuellement confrontée à de multiples contraintes liées notamment au changement climatique qui menace les systèmes alimentaires et le développement humain (sécheresses répétitives, la pollution des ressources en eau, inondations et tempêtes,....).

De même, il est important de protéger et de valoriser les ressources et écosystèmes de haute valeur notamment dans les zones rurales les plus fragiles. La mise en place d'un système solidaire et innovant de compensation nationale et internationale entre zone de protection et zone d'exploitation contribue fortement au renforcement de la coopération entre les habitants au niveau territorial et local.

En outre, l'initiative triple (AAA) «Adaptation de l'Agriculture Africaine » et fonds internationaux de l'environnement et du climat sont des opportunités à saisir pour réduire la vulnérabilité de l'agriculture solidaire aux changements climatiques.

La société civile et les réseaux d'associations actives dans les domaines de protection de l'environnement dans le monde rural nécessitent le renforcement de leur rôle et le soutien de leurs initiatives en matière d'encadrement et de sensibilisation des citoyens et citoyennes du monde rural aux défis du changement climatique de participation à l'élaboration et la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques territoriales dédiées à la gestion des ressources naturelles.

Le développement du monde rural réclame un renforcement de la gouvernance territoriale

La dimension régionale reste peu soucieuse d'une réelle planification territoriale stratégique intégrant un plan régional du développement du monde rural, basée sur une approche participative effective de tous les acteurs concernés. Le monde rural devrait donc occuper une place privilégiée dans la Région de demain.

Certes, des efforts considérables de l'Etat ont été déployés pour le développement du monde rural à travers plusieurs programmes et projets intégrés, mais sans aucune vision commune répondant aux attentes réelles des populations vivant en milieu rural. L'analyse de différents programmes et stratégies renseigne qu'actuellement le Maroc ne dispose pas d'une véritable politique publique intégrée dédiée au développement du monde rural, élaborée avec la participation des acteurs concernés, visant plus de cohérence et d'intégration des actions. Au fil des années les affaires du développement du monde rural sont gérées d'une manière partagée entre plusieurs départements ministériels chacun selon ses missions, ses priorités et son plan de financement. En 2013 une commission interministérielle permanente de développement de l'espace rural et des zones montagneuses, présidée par le Chef du gouvernement, composé de 17 départements ministériels a été instaurée pour assurer le suivi des actions en matière de développement de l'espace rural et des zones de montagne.

Ainsi, le développement du monde rural nécessite la mise en place d'un cadre juridique dédié, qui définit les objectifs et les grandes orientations du développement du monde rural, dans la perspective d'élaborer un code rural. Dans ce contexte, il est impératif de disposer d'une vision nationale, déclinée en plans régionaux du développement du monde rural à intégrer dans les plans du développement régionaux (PDR). D'autant plus que dans le cadre de la nouvelle organisation territoriale, et conformément aux dispositions des lois organiques⁹ régissant la région, la province/préfecture et la commune, le développement du monde rural réclame une adaptation de sa gouvernance en fonction des spécificités et des mutations socio-économiques, culturelles et géographiques des zones rurales.

Ressources affectées au financement des actions de développement rural requièrent plus d'intégration au niveau régional et local

Les ressources publiques affectées au monde rural sont consistants, mais leur impact sur les populations rurales reste faible et elles n'ont pas pu réduire les inégalités sociales et spatiales, ni répondre efficacement aux doléances exprimées par les populations rurales. Le citoyen vivant en milieu rural devra être davantage au cœur des affections budgétaires afin d'améliorer son revenu et diversifier ses ressources financières. De même, la mise en œuvre du nouveau « programme de lutte contre les disparités territoriales et sociales de l'espace rural et des zones de montagne » devrait être activée en assurant l'équité dans la distribution du fonds et de l'efficacité dans l'exécution des décisions.

En matière d'accès des populations rurales au financement de leurs projets, malgré la diversité des produits destinés au financement des micro-projets en milieu rural, plusieurs difficultés restent encore posées notamment la faiblesse de la culture entrepreneuriale en milieu rural, le faible accompagnement non financier global des porteurs des projets, et les difficultés d'obtenir de documents juridiques précisant la relation du bénéficiaire avec la terre ; Etc.

Ainsi, l'amélioration de l'accès des populations rurales aux micro-crédits est tributaire de l'élaboration d'un programme de formation de base et d'un dispositif d'accompagnement non financier adaptés à la très petite et moyenne et entreprise agricole et rurale (TPMEAR).

En outre, il est important d'inviter les responsables locaux à préparer des banques de projets à caractère social finançables par les investisseurs privés et les financiers (locaux, nationaux et internationaux) qui s'intéressent au monde rural, en bénéficiant des mesures incitatives à cet égard. Enfin l'exploration des différents modes de financement alternatifs en direction du monde rural pourra contribuer à diversifier les sources de financement des projets portés par les populations rurales.

⁹ La loi organique n° 111-14, relative à la région, celle n° 112-14 sur les provinces et préfectures et celle n°113-14 relative aux communes.

7. Le CESE conclut ce qui suit :

Au terme de cette analyse, le CESE considère que les nouvelles mutations et changements socio-économiques, culturels, démographiques et démocratique qu'a connus la campagne marocaine durant ces dernières années requièrent un changement de paradigme et des approches de développement pour qu'ils soient centrés plus sur l'humain, que le rural ne soit plus confondu avec l'agricole et de ne plus considérer les infrastructures et les différents services sociaux, économique et environnementaux, comme des finalités en soit, mais des moyens dont la mesure de l'impact sur l'humain et le développement des populations du monde rural est le seul indicateur de réussite des programmes et projets mis en œuvre.

En plus des projets à caractère technique, des études sociologiques récentes sur la dynamique de la structure sociale des territoires ruraux, sont d'une importance capitale pour analyser leurs valeurs fondatrices et leur héritage culturel (relations, coopérations, genre...), qu'il faut préserver, ou faire évoluer en élaborant et mettant en œuvre de nouveaux programmes d'innovations sociales adaptées aux spécificités du monde rural afin de renforcer les valeurs de la solidarité et d'améliorer les conditions de vie des populations rurales.

Par ailleurs, le développement du monde rural devrait être basé sur des démarches innovantes et participatives des acteurs concernés, visant l'amélioration de la qualité de management des services publics, en renforçant la coordination et l'intégration des actions et projets destinés au développement du citoyen vivant en milieu rural, et en rendant effectif les principes de la gouvernance responsable liée à la reddition des comptes. Il conviendrait aussi de procéder à l'évaluation de manière systématique, de l'impact réel de tous les moyens investis par l'Etat et différents acteurs dans le cadre des politiques publiques sectorielles (santé, éducation, agriculture, programmes d'infrastructures de base, programmes de tourisme rural et d'artisanat), tout en appréciant le niveau de cohérence et d'intégration de ces politiques et en impliquant autant que possible les centres de recherches universitaires régionaux.

C'est dans cet esprit et en vue de capitaliser sur les acquis, les engagements de l'Etat et les chantiers en cours notamment celui de la régionalisation avancée et des programmes et plans de développement du monde rural, que le Conseil préconise des recommandations d'ordre stratégique et transversal et des recommandations opérationnelles.

8. Le CESE formule les recommandations suivantes selon deux axes.

I. Recommandations d'ordre stratégique et transversal

1. Adopter une loi-cadre relative au développement du monde rural, dans la perspective d'élaborer un code rural :

2. Elaborer de manière participative une vision nationale du développement du monde rural, incorporant le plan humain, économique, social, environnemental, culturel, projetée à l'horizon de 2030 puis 2050 et développer des moyens de communication au profit de tous les acteurs et population concernée afin de s'approprier du contenu de cette vision, qui devrait orienter tous les processus de développement du territoire à savoir la région, la province et commune rurale :

3. Restructurer la Commission permanente pour le développement de l'espace rural et des zones de montagne en renforçant ses prérogatives, en la dotant des compétences humaines nécessaires et en adaptant sa composition notamment pour permettre aux 12 présidents de régions de participer à titre consultatif. A cet égard, le Conseil recommande :

- déterminer de manière concertée pour chaque région les vocations essentielles, marquant son identité et son potentiel de production et élaborer un plan de développement rural régional intégré dans les PDR et inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale cadrée par la loi cadre préconisée :
- établir des contrats programmes Etat-région pour le financement et l'exécution des plans régionaux du développement du monde rural en mobilisant de manière complémentaire et optimisée les budgets du Fonds du développement rural, du fonds de mise à niveau social, et du fonds de péréquation régionale :
- créer des commissions régionales de suivi au niveau de chaque région en vue d'assurer la coordination et l'intégration des actions sectorielles tout en renforçant la gouvernance déconcentrée dans la planification et la mise en œuvre des stratégies et programmes du développement du monde rural :

4. Procéder à l'organisation des assises nationales et territoriales en faveur du monde rural, regroupant toutes les parties prenantes (ex : Départements, région, ONG, élus locaux, parlementaires, personnalités issues du monde économique, associatif ou universitaire) afin de débattre la vision, de l'enrichir et de proposer un plan d'action précis et partagé entre l'Etat et les collectivités territoriales (région, province, commune rurale) :

5. Veiller à l'intégration des systèmes d'information et d'évaluation des actions et des dynamiques du développement du monde rural, dans d'une entité régionale dédiée :

6. Reconsidérer profondément les modes d'affectation, de gestion et de motivation des ressources humaines des différentes administrations et du secteur privé, en explorant d'autres voies et approches plus novatrices et adaptés au milieu rural, susceptibles d'améliorer la qualité et les résultats des services offerts :

7. Mettre en œuvre les mécanismes d'intégration des politiques nationales et territoriales et d'optimisation des moyens nécessaire au développement du monde rural :

- Activer la promulgation de la charte de la déconcentration, et ériger en priorité, le comité national de pilotage de la régionalisation avancée recommandé par le CESE :
- Mettre en œuvre les mécanismes de planification et de l'intégration tous les moyens de l'Etat, des régions et des communes rurales en adoptant de manière innovante les grands choix stratégiques qui orientent les actions et les budgets à court, moyen et long terme, lors de l'élaboration des PDR, PDPP, PAC, en fonction de la dynamique et de la mobilité des populations.

8. Procéder à une réforme en profondeur des statuts juridiques des terres pour répondre aux problématiques croissantes notamment le morcellement des terrains agricoles, la forte urbanisation et les mutations démographiques et sociales :

- élaborer un plan quinquennal accéléré d'immatriculation gratuite pour l'ensemble des petits agriculteurs ;
- exhorter les départements concernés (ministère de la justice, ministère de l'intérieur, le haut-commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification, conservation foncière, ...) pour accélérer le traitement des dossiers et l'effectivité des jugements ayant trait au foncier agricole ;

9. Développer et mettre en œuvre au niveau de chaque région, dans des délais raisonnables, un Plan d'Aménagement des centres ruraux, en fonction de leurs dimensions, de l'effectif de la population avoisinante et de leurs proximité des villes, afin de leurs :

- permettre de jouer pleinement leurs rôles en tant qu'espace de vie sociale, économique et culturelle et de création de richesses et d'emploi ;
- garantir les meilleures conditions d'accueil, de vie des citoyens ruraux qui choisiront de manière croissante la mobilité spatiale d'après les projections statistiques du HCP, en tenant à :
- développer les petits villages et centres de l'espace rural profond, en les dotant, en fonction de leurs dimensions, des infrastructures de base et services sociaux, culturelles et économiques en créant les conditions d'une vie décente et attirant les citoyens du monde rural autour des activités non agricoles ;
- développer les villages de l'espace rural à proximité des villes (périurbain), en les intégrant dans la planification de la ville, les connectant de manière forte et convenable (tramway ou train) avec les villes, en leur donnant une vocation économique : sportive, touristique ou industrielle ou autre, afin qu'ils jouent leurs rôles dans l'accueil des migrants ruraux en leur assurant l'accompagnement et la formation, tout évitant aux villes de subir une immigration inévitable de manière anarchique ;
- Procéder d'urgence à une mise à niveau des centres ruraux implantés sans plan d'aménagement afin d'améliorer le cadre de vie des populations notamment l'assainissement et la mise en place des stations d'épuration.

10. Développer une véritable politique de l'habitat rural. A ce niveau, le CESE recommande :

- Elaborer des programmes communaux de réhabilitation de l'habitat rural, améliorer et finaliser les constructions anarchiques et les logements inachevés des centres ruraux ;
- Promouvoir un habitat rural adapté aux spécificités des campagnes marocaines et éviter une distorsion du paysage, en particulier celui des zones de montagnes ;

11. Accélérer et renforcer l'utilisation des technologies de l'information et de communication en tant que l'un des principaux moyens de développement du monde rural, à moindre coût, en saisissant l'opportunité de la pénétration du téléphone mobile dans le milieu rural et du réseau d'Internet, en :

- Elargissant d'avantage le réseau numérique pour couvrir l'ensemble des territoires en moyens de communication ;
- créant de sites web régionaux actualisés et accessibles, offrant différents services de proximité à travers e-GOV aux populations rurales et acteurs locaux et en leurs assurant l'accès à l'information ;
- Développant des programmes de recherche appliquée, de formation et d'accompagnement adaptés au milieu rural, en impliquant différents écoles et instituts, associations et universités ;
- Incitant les institutions et organisations étatiques, régionales et communales à développer des contenus, outils, moyens multimédia et méthodes d'intégration des nouvelles technologies dans tous les domaines (éducation, agriculture, santé, emploi, tourisme rural, gouvernance locale...), en vue de garantir des services à travers le télé-enseignement, la télémédecine,.... au profit des populations rurales.

12. Rendre effective l'approche intégrative de l'égalité Femme-Homme, dans la politique du développement rural et mettre en place des mesures positives pour l'autonomisation de la femme rurale, pour lever les obstacles structurelles, culturelles et éradiquer les pratiques discriminatoires (Inégalités, statut des femmes au sein de la famille et de la société, participation à la prise de décision, droit d'accès à la propriété et accès à la terre- Soulaliyates, mariages précoce des jeunes filles rurales, travail domestique des enfants, exploitation des femmes ouvrières, conditions de transport).

II. – Recommandations d'ordre opérationnel

A. Garantir un meilleur accès des populations rurales aux services sociaux et aux infrastructures

13. Renforcer le réseau routier des localités rurales surtout les plus éloignées et optimiser les moyens et les efforts des intervenants. A cet effet, le conseil recommande de :

- élaborer une vision à moyen et long terme de la région, des études prospectives et des dynamiques des populations rurales, déclinée en plans régionaux et locaux de connexion des différentes zones habitées ou planifiées et en considérant toutes les routes et pistes (classés, non classés et pistes rurale) existantes ou à réaliser ;
- mettre en place un dispositif qui assure à la fois la construction et surtout l'entretien de ces routes, en définissant et clarifiant la responsabilité de la gestion des routes non classées (entretien, surveillance, signalétique, ouvrages d'art ...) en respectant les normes en vigueur.
- tenir compte des moyens de transport adaptés à promouvoir pour chaque cas de figure ;

14. Renforcer les actions agissantes sur les déterminants de la santé (accès à l'eau potable, assainissement et épuration, éducation sanitaire et éducation globale, accessibilité etc.) en ciblant en priorité les régions défavorisées et les populations pauvres ou vulnérables ;

15. Rendre effective les dispositions de l'article 16 de la loi cadre n° 34-09 relative au système de santé et à l'offre de soins pour améliorer la couverture des différentes zones rurales en ressources humaines et revoir le décret d'application n° 2-14-562 relatif à la carte sanitaire adopté le 5 novembre 2014 par le Conseil de gouvernement, pour intégrer le secteur privé ;

16. Diversifier les modes d'action du système scolaire (curricula, gestion du temps scolaire et de l'espace ...), en explorant d'autres voies et approches plus novatrices et adaptés au milieu rural, qui seront capable d'améliorer les résultats, la qualité de l'enseignement et le taux de rétention, optimisant les moyens et les efforts ;

17. Elargir le Programme « Tayssir » pour inclure l'enseignement secondaire collégial et le développer afin de lutter contre la déperdition scolaire en milieu rural ;

18. Améliorer la place et l'attractivité de l'École en milieu rural et accélérer la généralisation des écoles communautaires tout en procédant à une évaluation objective au niveau de chaque territoire, en vue dégager les points forts et les points faibles, dans un objectif d'amélioration de l'appropriation par les différents acteurs territoriaux, en s'intéressant d'avantage à la qualité de l'éducation, de l'enseignement et des services sanitaires et sociaux (hygiène, internat, cantine scolaire, ...).

19. Améliorer les programmes d'adduction d'eau potable et d'électrification. A cet égard, le CESE préconise de :

- relier obligatoirement l'adduction d'eau potable à l'assainissement liquide et solide et à la mise en place des stations d'épuration micro et macro adaptés, pour ne pas transformer chaque projet d'adduction d'eau potable en projet de pollution avec tous les effets négatifs sur la santé des populations et des écosystèmes ;
- augmenter le taux de raccordement des ménages au réseau d'eau potable disponible en milieu rural, notamment les populations les plus vulnérables ;
- étendre le réseau électrique, par l'utilisation de solutions innovantes en accordant la priorité à l'utilisation des énergies renouvelables notamment par l'installation de plaques solaires de qualité, utilisables pour différents usages ;

20. Lier l'électrification au développement des activités économiques avec la promotion et le soutien de projets micro-méso ou macro-économiques dans les zones électrifiées pour associer l'électrification rurale en plus de l'usage domestique au développement des localités rurales ;

21. Réhabiliter et repenser la planification et la gestion des souks hebdomadaires en tant qu'espace de vie, de rencontres et d'activités économiques, sociales et culturelles de la population rurale ;

B. Conforter le dynamisme de l'économie rurale

22. Mettre en place des mécanismes adaptés à chaque type de production en vue de maîtriser les circuits d'approvisionnement (ex : intrants, produits chimiques, produits phytosanitaires) et de promouvoir la commercialisation des productions ;

23. Mettre en place des mesures incitatives pour encourager l'installation des unités de valorisation des produits agricoles en milieu rural. A cet égard, le Conseil préconise de :

- renforcer l'interaction entre les opérateurs de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de l'Administration afin de soutenir la production et favoriser la commercialisation et la valorisation de ces productions ;
- consolider la cohérence et l'intégration des interventions et clarifier les rôles et les responsabilités des intervenants dans le domaine de l'industrie de transformation des produits agricoles en vue de donner une nouvelle dynamique au développement du tissu industriel en milieu rural ;
- activer la mise en place du Contrat Programme des Filières agro-alimentaires pour une intégration réelle de l'Amont Agricole et de l'Aval Industriel et une meilleure valorisation des produits agricoles de manière à tirer pleinement profit de la dynamique du Plan Maroc vert ayant permis une croissance de la production de la majorité des filières.

24. Soutenir et renforcer le développement et la réglementation de l'agriculture bio et différents produits du terroir issus notamment de l'agriculture familiale et solidaire ;

25. Accélérer la mise en œuvre de la stratégie du développement de l'espace rural et des zones de montagne, validée en juillet 2015 ;

26. Encourager et intégrer les actions du développement du tourisme rural territorial à travers :

- la réalisation d'études au niveau régional, pour évaluer le capital matériel et immatériel de chaque région et localité et le potentiel touristique de chaque zone, afin de développer une vision et un programme à court, moyen et long terme sur le tourisme rural, partagée avec tous les acteurs concernés ;
- l'élaboration et la mise œuvre d'un plan régional intégré du tourisme rural pour valoriser et rendre attractives les potentialités et les richesses dont disposent les zones et localités rurales, en encourageant la « marque région et/ou localité » pour attirer plus de touristes ;
- le développement au niveau de chaque région, d'un programme soutenu pour la réussite d'écosystèmes des micro-unités : gîtes, maisons d'hôtes..., avec la mise en place de toute la chaîne de valorisation (transport, connexion, animation touristique adaptés en milieu rural, commercialisation,...), et de tous programmes annexes de formation et accompagnement des acteurs, pour éviter que les petits projets isolés et les expériences pilotes restent fragiles ou voués à l'échec.

27. Elaborer un plan de développement régional des activités d'artisanats rurales décliné en programme au niveau local ambitionnant notamment la création et l'équipement de maisons de l'artisanat dans les communes rurales à forte potentialités artisanales ;

28. Développer des activités non agricoles en milieu rural, notamment les services liés à l'agriculture et à l'usage commercial et encourager la création des Petites et moyennes entreprises rurales (PMER) ;

29. Valoriser le potentiel d'exploitation et d'élevage du secteur de la pêche, en développant et diversifiant les activités autour des produits de la mer (tourisme, algoculture, collecte des algues, ostréiculture, aquaculture, ...), en faveur des petits pêcheurs et personnes vivantes dans le milieu rural ;

30. Promouvoir la recherche scientifique dans les domaines de l'agriculture et de la sociologie rurale ;

C. Protéger et valoriser les ressources naturelles

31. Eriger la dimension environnementale parmi les priorités de la politique de développement rural et systématiser les études d'impact de tous les projets sur l'environnement en vue d'assurer une gestion rationnelle, durable et prospective des ressources naturelles peu exploitées et parfois mal gérées ;

32. Renforcer les moyens de préservation et de valorisation des ressources et écosystèmes de haute valeur dans les zones rurales les plus fragiles en mettant en place un système solidaire et innovant de compensation nationale et internationale entre zone de protection et zone d'exploitation (ex : paiement des services éco-systémiques) ;

33. Saisir les opportunités offertes par les fonds internationaux de l'environnement et du climat (ex : fonds vert pour le climat, Initiative Adaptation de l'Agriculture Africaine (AAA), fonds d'adaptions) pour apporter un soutien aux populations vulnérables du monde rural en matière de financement, de renforcement des capacités et transfert des technologies ;

34. Renforcer le rôle et soutenir les initiatives de la société civile et des réseaux d'associations actives dans les domaines de protection de l'environnement dans le monde rural, en matière :

- d'encadrement et de sensibilisation des citoyens et citoyennes du monde rural aux défis du changement climatique ;
- de participation à l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques territoriales dédiées à la gestion des ressources naturelles à l'échelle régionale et locale, conformément à la constitution ;
- d'accompagnement des populations rurales pour le développement de projets locaux et d'assurer leur financement et leur mise en œuvre ;

D. Promouvoir des activités culturelles et sportives en milieu rural

35. Créer au niveau de chaque région et centres ruraux des sites et lieux de vie culturels et sportifs, (maisons des jeunes, animations et compétitions sportives, scoutisme rural, colonies de vacances,...) avec un plan régional et communal de développement et ou de restauration, afin de combler le déficit considérable de ce type d'équipements en milieu rural, en :

- encourageant l'implication et l'accompagnement de la société civile pour contribuer à la conception, à la création et à la gestion des équipements culturels dans les zones rurales ;
- veillant à ce que les infrastructures et équipements culturels et sportifs ciblent les femmes et les différentes catégories de populations rurales ; les jeunes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap ;

36. Renforcer et développer les manifestations culturelles et sportives (ex : festivals, arts populaires spécifique à chaque région et localité) pour dynamiser les activités de loisirs et promouvoir le développement économique des centres ruraux ;

E. Assurer un accompagnement de proximité des acteurs locaux et des populations rurales et renforcer leurs capacités

37. Activer la mise en œuvre des approches et des mécanismes de la démocratie participative afin d'améliorer la concertation de la population et d'assurer une véritable appropriation de la population de tout projet ou programme de promotion du monde rural. A cet effet, le CESE recommande :

- impliquer les universitaires et les chercheurs, avec l'ensemble des acteurs de la société civile, dans la sensibilisation, le renforcement des capacités, le suivi, l'évaluation et la dissémination de rapports réguliers auprès des autres acteurs ;
- clarifier les rôles, l'objet de concertations, de débats et de partage au sein des forums régionaux et locaux ;
- développer des actions efficaces d'accompagnement de la population, portées par des agents de développement ou agents sociaux ou des acteurs associatifs régionaux ou locaux bien formés, motivés et évalués ;

38. Renforcer le taux et la qualité d'encadrement des agriculteurs et assurer un accompagnement de proximité en améliorant la qualité du conseil agricole et en diversifiant les programmes de formation, de sensibilisation et des essais de démonstration en fonction des caractéristiques des zones rurales et des capacités des agriculteurs eux-mêmes, tout en procédant à une évaluation régulière des activités de l'Office national de Conseil Agricole (ONCA), en se focalisant sur leur l'impact ;

39. Promouvoir l'entrepreneuriat en monde rural, surtout les petites et moyennes entreprises. Pour cela, le Conseil recommande de :

- bâtir et déployer des programmes de formation adaptée à la petite et moyenne entreprise rurale (PMER) et agricole notamment sur la culture entrepreneuriale et l'éducation financière des porteurs de projets ;
- mettre en place un dispositif d'assistance technique de la petite et moyenne entreprise rurale (PMER) et agricole, à travers la mobilisation de l'expertise appropriée ;
- soutenir les petits exploitants agricoles dans leurs efforts de création d'associations et de coopératives viables afin de contribuer à la promotion de l'économie sociale et solidaire ;

40. Développer et diversifier les programmes et projets régionaux d'alphabétisation dédiés essentiellement à la femme du monde rural ;

F. Renforcer le financement des actions du développement rural et l'orienter vers le bien être de la population du monde rural ;

41. Mettre la citoyenne et le citoyen du monde rural au cœur des affections budgétaires afin d'améliorer leurs revenus et diversifier leurs ressources financières ;

42. Encourager les investisseurs privés et les financiers (locaux, nationaux et internationaux) à s'intéresser au monde rural en prenant des mesures incitatives dans des secteurs à valeur ajoutée en impliquant les acteurs de l'économie sociale et solidaire ;

43. Explorer les différents modes de financement alternatifs en direction du monde rural ;

44. Inciter les responsables locaux à préparer des banques de projets à caractère social finançables par les investisseurs retenus ayant bénéficiés des mesures incitatives ;

45. Activer la mise en œuvre du nouveau « programme de lutte contre les disparités territoriales et sociales de l'espace rural et des zones de montagne » en assurant de l'équité dans la distribution du fonds et de l'efficacité dans l'exécution des décisions.